Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 364

32^e année

14 décembre 1989

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ Règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 3728/89 du Conseil, du 11 décembre 1989, portant adaptation des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes ainsi que des coefficients correcteurs dont sont affectées ces rémunérations et pensions 1
- ★ Règlement (CEE) n° 3729/89 du Conseil, du 27 novembre 1989, portant troisième modification du règlement (CEE) n° 4194/88 fixant, pour certains stocks ou groupes de stocks de poissons, les totaux admissibles des captures pour 1989 et certaines conditions dans lesquelles ils peuvent être pêchés 5
- ★ Règlement (CEE) n° 3730/89 du Conseil, du 7 décembre 1989, portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire autonome pour le papier journal (1989) et étendant le bénéfice de ce contingent à certains autres papiers 7
- Règlement (CEE) n° 3731/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 9
- Règlement (CEE) n° 3732/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 11
- ★ Règlement (CEE) n° 3733/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables au polyéthylène du code NC 3901 10 90, originaire du Brésil, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4257/88 du Conseil 13
- ★ Règlement (CEE) n° 3734/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, pour femmes ou fillettes, de la catégorie de produits n° 7 (numéro d'ordre 40.0070), originaires de Malaysia, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 14

Prix : 10,50 écus

(Suite au verso)

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

- * Règlement (CEE) n° 3735/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnetts, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie de produits n° 21) de la catégorie de produits n° 14 (numéro d'ordre 40.0140), originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 15
- * Règlement (CEE) n° 3736/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires du Brésil, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 16
- * Règlement (CEE) n° 3737/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux fils de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail, de la catégorie de produits n° 22 (numéro d'ordre 40.0220), et aux vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 17
- * Règlement (CEE) n° 3738/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, de la catégorie de produits n° 72 (numéro d'ordre 40.0720) originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 19
- * Règlement (CEE) n° 3739/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux ouates de matières textiles et articles en ces ouates; fibres textiles d'une largeur n'excédant pas 5 millimètres (tontisses); nœuds et noppes (boutons) de matières textiles, de la catégorie de produits n° 94 (numéro d'ordre 40.0940), originaires de l'Indonésie, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 20
- * Règlement (CEE) n° 3740/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues, non conditionnés pour la vente au détail, autres que ceux de la catégorie de produits n° 42, de la catégorie de produits n° 127 A (numéro d'ordre 42.1271) originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil 21
- * Règlement (CEE) n° 3741/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables à l'égard de pays tiers pour certains produits originaires de Yougoslavie ... 22
- Règlement (CEE) n° 3742/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes 24
- * Règlement (CEE) n° 3743/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 643/86 de la Commission, du 28 février 1986, déterminant les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges pour les produits du secteur des plantes vivantes et de la floriculture importés au Portugal visées à l'annexe XXII de l'acte d'adhésion en ce qui concerne les plafonds indicatifs pour l'année 1990 29
- * Règlement (CEE) n° 3744/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 3418/88 fixant les prix franco frontière de référence applicables à l'importation de certains produits viti-vinicoles à partir du 1^{er} septembre 1988 32

* Règlement (CEE) n° 3745/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 2220/85 fixant les modalités communes d'application du régime des garanties pour les produits agricoles	54
* Règlement (CEE) n° 3746/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, concernant les garanties relatives aux certificats d'exportation délivrés au titre du règlement (CEE) n° 3230/88 pour les produits du secteur de la viande bovine bénéficiant d'un traitement spécial à l'importation dans un pays tiers	55
* Règlement (CEE) n° 3747/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, dérogeant au règlement (CEE) n° 3061/84 en ce qui concerne le délai pour la présentation des demandes d'aide à la production d'huile d'olive au titre de la campagne de commercialisation 1988/1989	56
* Règlement (CEE) n° 3748/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 381/89 relatif à la poursuite des actions de promotion et de publicité dans le secteur du lait et des produits laitiers visées au règlement (CEE) n° 723/78	57
Règlement (CEE) n° 3749/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état	58
Règlement (CEE) n° 3750/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	60
Règlement (CEE) n° 3751/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant le prélèvement à l'importation pour la mélasse	62
Règlement (CEE) n° 3752/89 de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-troisième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 999/89	63

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

89/631/CEE :

* Décision du Conseil, du 27 novembre 1989, relative à une participation financière de la Communauté aux dépenses consentis par les États membres pour assurer le respect du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche	64

Commission

89/632/CEE :

* Décision de la Commission, du 19 juillet 1989, relative aux mesures d'urgence dans le secteur de la pêche prises par les <i>Länder</i> de Basse-Saxe, de Brême et de Hambourg (Aide d'État/Allemagne)	68

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

**RÈGLEMENT (CEE, EURATOM, CECA) N° 3728/89 DU CONSEIL
du 11 décembre 1989**

portant adaptation des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes ainsi que des coefficients correcteurs dont sont affectées ces rémunérations et pensions

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes,

vu le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, et notamment son article 13,

vu le statut des fonctionnaires des Communautés européennes et le régime applicable aux autres agents de ces Communautés fixés par le règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 259/68⁽¹⁾ et modifiés en dernier lieu par le règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 2187/89⁽²⁾, et notamment les articles 63, 64, 65 et 82 dudit statut ainsi que l'article 20 premier alinéa et l'article 64 dudit régime,

vu la décision 81/1061/Euratom, CECA, CEE du Conseil, du 15 décembre 1981, portant modification de la méthode d'adaptation des rémunérations des fonctionnaires et autres agents des Communautés⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 87/350/Euratom, CECA, CEE⁽⁴⁾,

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'il est apparu opportun, à l'issue d'un examen des rémunérations des fonctionnaires et autres agents effectué sur la base du rapport établi par la Commission, de procéder à une adaptation des rémunérations et pensions des fonctionnaires et autres agents des Communautés au titre de l'examen annuel 1989,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Avec effet au 1^{er} juillet 1989 :

a) à l'article 66 du statut, le tableau des traitements mensuels de base est remplacé par le tableau suivant :

⁽¹⁾ JO n° L 56 du 4. 3. 1968, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 209 du 21. 7. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 386 du 31. 12. 1981, p. 6.

⁽⁴⁾ JO n° L 307 du 29. 10. 1987, p. 40.

Grades	Échelons							
	1	2	3	4	5	6	7	8
A 1	348 947	367 484	386 021	404 558	423 095	441 632		
A 2	309 661	327 350	345 039	362 728	380 417	398 106		
A 3 / LA 3	256 460	271 931	287 402	302 873	318 344	333 815	349 286	364 757
A 4 / LA 4	215 452	227 528	239 604	251 680	263 756	275 832	287 908	299 984
A 5 / LA 5	177 630	188 153	198 676	209 199	219 722	230 245	240 768	251 291
A 6 / LA 6	153 501	161 877	170 253	178 629	187 005	195 381	203 757	212 133
A 7 / LA 7	132 134	138 709	145 284	151 859	158 434	165 009		
A 8 / LA 8	116 862	121 573						
B 1	153 501	161 877	170 253	178 629	187 005	195 381	203 757	212 133
B 2	132 999	139 234	145 469	151 704	157 939	164 174	170 409	176 644
B 3	111 559	116 744	121 929	127 114	132 299	137 484	142 669	147 854
B 4	96 485	100 982	105 479	109 976	114 473	118 970	123 467	127 964
B 5	86 245	89 886	93 527	97 168				
C 1	98 417	102 384	106 351	110 318	114 285	118 252	122 219	126 186
C 2	85 600	89 237	92 874	96 511	100 148	103 785	107 422	111 059
C 3	79 853	82 968	86 083	89 198	92 313	95 428	98 543	101 658
C 4	72 145	75 069	77 993	80 917	83 841	86 765	89 689	92 613
C 5	66 531	69 256	71 981	74 706				
D 1	75 184	78 471	81 758	85 045	88 332	91 619	94 906	98 193
D 2	68 556	71 474	74 392	77 310	80 228	83 146	86 064	88 982
D 3	63 807	66 537	69 267	71 997	74 727	77 457	80 187	82 917
D 4	60 161	62 628	65 095	67 562				

- b) — à l'article 1^{er} paragraphe 1 de l'annexe VII du statut, le montant de 5 137 francs belges est remplacé par le montant de 5 281 francs belges,
- à l'article 2 paragraphe 1 de l'annexe VII du statut, le montant de 6 617 francs belges est remplacé par le montant de 6 802 francs belges,
- à l'article 69 deuxième phrase du statut et à l'article 4 paragraphe 1 deuxième alinéa de son annexe VII, le montant de 11 819 francs belges est remplacé par le montant de 12 150 francs belges,
- à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut, le montant de 5 912 francs belges est remplacé par le montant de 6 078 francs belges.

Article 2

Avec effet au 1^{er} juillet 1989 :

à l'article 63 du régime applicable aux autres agents, le tableau des traitements mensuels de base est remplacé par le tableau suivant :

Catégories	Groupes	Classes			
		1	2	3	4
A	I	163 829	184 125	204 421	224 717
	II	118 907	130 492	142 077	153 662
	III	99 922	104 374	108 826	113 278
B	IV	95 991	105 386	114 781	124 176
	V	75 399	80 367	85 335	90 303
C	VI	71 705	75 928	80 151	84 374
	VII	64 183	66 365	68 547	70 729
D	VIII	58 010	61 426	64 842	68 258
	IX	55 864	56 643	57 422	58 201

Article 3

Avec effet au 1^{er} juillet 1989, le montant de l'indemnité forfaitaire visée à l'article 4 *bis* de l'annexe VII du statut est fixé à :

- 3 170 francs belges par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades C 4 ou C 5,
- 4 859 francs belges par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades C 1, C 2 ou C 3.

Article 4

Les pensions acquises au 1^{er} juillet 1989 sont calculées à partir de cette date sur la base du tableau des traitements mensuels prévus à l'article 66 du statut, tel qu'il est modifié par l'article 1^{er} point a) du présent règlement.

Article 5

Avec effet au 1^{er} juillet 1989, la date du 1^{er} juillet 1988 figurant à l'article 63 deuxième alinéa du statut est remplacée par la date du 1^{er} juillet 1989.

Article 6

1. Avec effet au 15 mai 1989, le coefficient correcteur applicable à la rémunération des fonctionnaires et autres agents affectés dans le pays cité ci-après est fixé comme suit :

Grèce

86,5.

2. Avec effet au 1^{er} juillet 1989, les coefficients correcteurs applicables à la rémunération des fonctionnaires et autres agents affectés dans un des pays cités ci-après sont fixés comme suit :

Belgique	100,0
Danemark	129,2
Allemagne (sauf Berlin)	99,3
Berlin	109,0
France	109,9
Grèce	78,2
Irlande	95,8
Italie (sauf Varèse)	104,8
Varèse	106,8
Luxembourg	100,0
Pays-Bas	88,7
Royaume-Uni (sauf Culham)	103,9
Culham	99,3
Espagne	103,5
Portugal	83,1

3. Les coefficients correcteurs applicables à la pension sont fixés conformément à l'article 82 paragraphe 1 du statut. Les articles 3 à 10 du règlement (CECA, CEE, Euratom) n° 2175/88 (1) demeurent d'application.

Article 7

Avec effet au 1^{er} juillet 1989, le tableau figurant à l'article 10 paragraphe 1 de l'annexe VII du statut est remplacé par le tableau suivant :

(1) JO n° L 191 du 22. 7. 1988, p. 1.

	Pour le fonctionnaire ayant droit à l'allocation de foyer		Pour le fonctionnaire n'ayant pas droit à l'allocation de foyer	
	Du 1 ^{er} au 15 ^e jour	à partir du 16 ^e jour	Du 1 ^{er} au 15 ^e jour	à partir du 16 ^e jour
	En francs belges par jour de calendrier			
A 1 à A 3 et LA 3	2 059	970	1 416	812
A 4 à A 8 et LA 4 à LA 8 et catégorie B	1 998	906	1 356	708
Autres grades	1 813	844	1 168	583

Article 8

Avec effet au 1^{er} juillet 1989, les indemnités pour services continus ou par tours prévus à l'article 1^{er} du règlement (CECA, CEE, Euratom) n° 300/76 ⁽¹⁾ sont fixées à 9 187, 13 867, 15 160 et 20 670 francs belges.

Article 9

Avec effet au 1^{er} juillet 1989, les montants figurant à l'article 4 du règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 260/68 ⁽²⁾ sont affectés d'un coefficient de 3,287614.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 décembre 1989.

Par le Conseil

Le président

H. NALLET

⁽¹⁾ JO n° L 38 du 13. 2. 1976, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 56 du 4. 3. 1968, p. 8.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3729/89 DU CONSEIL**du 27 novembre 1989****portant troisième modification du règlement (CEE) n° 4194/88 fixant, pour certains stocks ou groupes de stocks de poissons, les totaux admissibles des captures pour 1989 et certaines conditions dans lesquelles ils peuvent être pêchés**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 170/83 du Conseil, du 25 janvier 1983, instituant un régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche ⁽¹⁾, modifié par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 11,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, aux termes de l'article 3 du règlement (CEE) n° 170/83, il incombe au Conseil d'établir le taux admissible de captures (TAC), par stock ou groupe de stocks, la part disponible pour la Communauté ainsi que les conditions spécifiques dans lesquelles ces captures doivent être effectuées; que la part disponible pour la Communauté doit être allouée aux États membres conformément à l'article 4 dudit règlement;

considérant que le règlement (CEE) n° 4194/88 ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2278/89 ⁽³⁾, fixe, pour certains stocks ou groupes de stocks de poissons, les TAC pour 1989 et certaines conditions dans lesquelles ils peuvent être pêchés;

considérant que les analyses les plus récentes effectuées par le comité scientifique et technique de la pêche ont conclu, pour le cabillaud dans les divisions CIEM VII b, c, d, e, f, g, h, j, k, les sous-zones VIII, IX et X et la division COPACE 34.1.1 (zone CE), à une appréciation des possibilités de pêche dans une gamme de captures permettant d'augmenter le TAC de 24 600 à 25 400 tonnes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du présent règlement remplace les éléments correspondants de l'annexe du règlement (CEE) n° 4194/88.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 1989.

*Par le Conseil**Le président*

J. MELLICK

⁽¹⁾ JO n° L 24 du 27. 1. 1983, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 369 du 31. 12. 1988, p. 3.⁽³⁾ JO n° L 218 du 24. 7. 1989, p. 5.

ANEXO / BILAG / ANHANG / ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ / ANNEX / ANNEXE / ALLEGATO / BIJLAGE / ANEXO

Especie / Art / Art / Είδος / Species / Espèce / Specie / Soort / Espécie	Zona / Område / Bereich / Ζώνη / Zone / Zone / Zona / Sector / Zona	TAC	Estado miembro / Medlemsstat / Mitgliedstaat / Κράτος μέλος / Member State / État membre / Stato membro / Lid-Staat / Estado-membro	Cuota / Kvote / Quote / Ποσόστωση / Quota / Quota / Contingente / Quota / Quota
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Bacalao / Torsk / Kabeljau / Γάδος / Cod / Cabillaud / Merluzzo bianco / Kabeljauw / Bacalhau (<i>Gadus morhua</i>)	VII b, c, d, e, f, g, h, j, k, VIII, IX, X; COPACE 34.1.1 (1)	25 400	België/Belgique Danmark Deutschland Ελλάδα España France Ireland Italia Luxembourg Nederland Portugal United Kingdom	1 130 (*) 19 420 (*) 2 590 (*) 160 (*) 2 100 (*)
			CEE/EØF/EWG/EOK/EEC/EEG	25 400 (*)

RÈGLEMENT (CEE) N° 3730/89 DU CONSEIL

du 7 décembre 1989

portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire autonome pour le papier journal (1989) et étendant le bénéfice de ce contingent à certains autres papiers

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 28,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, par le règlement (CEE) n° 4101/88 (1), le Conseil a ouvert pour le papier journal, pour l'année 1989, un contingent tarifaire communautaire contractuel dont le volume initial de 650 000 tonnes a été augmenté de 30 000 tonnes par le règlement (CEE) n° 3379/89 (2); que, sur la base des données économiques disponibles actuellement, il n'est pas douteux que le volume total de ce contingent ne couvrira pas la totalité des besoins d'importation des pays tiers jusqu'au 31 décembre 1989; que, sur cette base et en tenant compte des possibilités supplémentaires offertes par la production communautaire, le volume des besoins non couverts par le contingent peut être estimé à 50 000 tonnes; qu'il est de l'intérêt de la Communauté de prévoir l'admission à droit nul de cette quantité, en ouvrant un nouveau contingent tarifaire autonome;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès égal et continu de tous les importateurs audit contingent et l'application, sans interruption, à toutes les importations du taux prévu pour ledit contingent jusqu'à épuise-

ment de ce dernier; qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer une gestion communautaire et efficace de ce contingent tarifaire, en prévoyant la possibilité pour les États membres de tirer sur le volume contingentaire les quantités nécessaires correspondant aux importations réelles constatées; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'Union économique Benelux, toute opération relative à la gestion du contingent peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Du 1^{er} novembre au 31 décembre 1989, le droit applicable à l'importation des pays tiers du produits désigné ci-après est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en tonnes)	Droit contingentaire (%)
09.2715	4801 00 10	Papier journal (1)	50 000	0

(1) L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par les dispositions communautaires applicables en la matière.

2. Dans le cadre de ce contingent tarifaire, le royaume d'Espagne et la République portugaise appliquent des droits calculés conformément aux dispositions fixées en la matière dans l'acte d'adhésion.

3. Les importations de papier journal bénéficiant déjà de l'exemption du droit de douane au titre d'un autre régime tarifaire préférentiel ne sont pas imputables sur le contingent tarifaire.

4. Les États membres peuvent imputer sur ledit contingent tarifaire les autres papiers répondant, abstraction faite de l'élément relatif aux lignes d'eau, à la définition du

papier journal figurant dans la note complémentaire 1 du chapitre 48 de la nomenclature combinée, lesquels relèvent du code NC 4801 00 90.

Article 2

Le contingent visé à l'article 1^{er} est géré par la Commission qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Article 3

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique comprenant une demande de bénéfice du régime préférentiel pour un produit visé par le présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État

(1) JO n° L 363 du 30. 12. 1988, p. 31.

(2) JO n° L 326 du 11. 11. 1989, p. 1.

membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage, sur le volume contingentaire, d'une quantité correspondant à ces besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation desdites déclarations doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse dès que possible dans le volume contingentaire. Si les quantités demandées sont supérieures au solde disponible dudit volume, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres en sont informés par la Commission.

Article 4

1. Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu au contin-

gent tant que le solde du volume contingentaire le permet.

2. Les États membres prennent toutes dispositions utiles en vue de s'assurer que les papiers visés à l'article 1^{er} répondent bien aux conditions prescrites avant d'être admis à bénéficier du présent contingent tarifaire.

Dans ce cas, le contrôle de l'utilisation correspondant à la destination particulière prescrite s'effectue conformément aux dispositions communautaires en la matière.

Article 5

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 7 décembre 1989.

Par le Conseil

Le président

P. QUILÈS

RÈGLEMENT (CEE) N° 3731/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3707/89⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1915/89 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 12 décembre 1989 ;

considérant que le facteur de correction précité affecte tous les éléments de calcul des prélèvements, y compris les coefficients d'équivalence ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1915/89 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 363 du 13. 12. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus/t)

Code NC	Prélèvements	
	Portugal	Pays tiers
0709 90 60	27,61	125,33 ⁽²⁾
0712 90 19	27,61	125,33 ⁽²⁾
1001 10 10	32,83	171,34 ⁽¹⁾ ⁽²⁾
1001 10 90	32,83	171,34 ⁽¹⁾ ⁽²⁾
1001 90 91	27,99	118,16
1001 90 99	27,99	118,16
1002 00 00	54,03	121,01 ⁽²⁾
1003 00 10	45,03	114,95
1003 00 90	45,03	114,95
1004 00 10	36,43	116,95
1004 00 90	36,43	116,95
1005 10 90	27,61	125,33 ⁽²⁾ ⁽²⁾
1005 90 00	27,61	125,33 ⁽²⁾ ⁽²⁾
1007 00 90	45,03	133,31 ⁽²⁾
1008 10 00	45,03	14,01
1008 20 00	45,03	62,73 ⁽²⁾
1008 30 00	45,03	0,00 ⁽²⁾
1008 90 10	(⁷)	(⁷)
1008 90 90	45,03	0,00
1101 00 00	52,92	179,16
1102 10 00	89,37	183,15
1103 11 10	65,47	280,16
1103 11 90	56,37	192,71

⁽¹⁾ Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

⁽²⁾ Conformément au règlement (CEE) n° 486/85 les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

⁽⁴⁾ Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 50 %.

⁽⁵⁾ Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10) et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22).

⁽⁷⁾ Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3732/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3707/89⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,

vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 1916/89 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 12 décembre 1989 ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément aux annexes du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt en provenance du Portugal, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à zéro.

2. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt, en provenance des pays tiers, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 363 du 13. 12. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus/t)

Code NC	Courant 12	1 ^{er} terme 1	2 ^e terme 2	3 ^e terme 3
0709 90 60	0	0	0	0
0712 90 19	0	0	0	0
1001 10 10	0	0	0	0
1001 10 90	0	0	0	0
1001 90 91	0	0	0	0
1001 90 99	0	0	0	0
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0
1003 00 90	0	0	0	0
1004 00 10	0	0	0	0
1004 00 90	0	0	0	0
1005 10 90	0	0	0	0
1005 90 00	0	0	0	0
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	18,92
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	0	0	0

B. Malt

(en écus/t)

Code NC	Courant 12	1 ^{er} terme 1	2 ^e terme 2	3 ^e terme 3	4 ^e terme 4
1107 10 11	0	0	0	0	0
1107 10 19	0	0	0	0	0
1107 10 91	0	0	0	0	0
1107 10 99	0	0	0	0	0
1107 20 00	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 3733/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables au polyéthylène du code NC 3901 10 90, originaire du Brésil, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4257/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4257/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 15,

considérant que, en vertu de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 4257/88, certains produits originaires de chacun des pays et territoires figurant à l'annexe III bénéficient de la suspension totale des droits de douane et sont soumis, en règle générale, à une surveillance statistique trimestrielle fondée sur la base de référence visée à l'article 14;

considérant que, aux termes dudit article 14, lorsque l'accroissement des importations sous régime préférentiel desdits produits, originaires d'un ou plusieurs pays bénéficiaires, risque de provoquer des difficultés économiques dans une région de la Communauté, la perception des droits de douane peut être rétablie après que la Commission a procédé à un échange d'informations approprié avec les États membres; que, à cet effet, il y a lieu de prendre en considération la base de référence établie comme étant en général égale à 6 % des importations totales dans la Communauté, originaires des pays tiers en 1987;

considérant que, pour le polyéthylène du code NC 3901 10 90, originaire du Brésil, la base de référence s'établit à 4 783 000 écus; que, à la date du 27 avril 1989, les importations des produits en cause dans la Communauté

originaires du Brésil ont atteint par imputation la base de référence en question; que l'échange d'informations auquel la Commission a procédé a révélé que le maintien du régime préférentiel risque de provoquer des difficultés économiques dans une région de la Communauté; qu'il y a lieu dès lors de rétablir les droits de douane pour les produits en cause à l'égard du Brésil,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4257/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires du Brésil:

Code NC	Désignation des marchandises
3901	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires:
3901 10	— Polyéthylène d'une densité inférieure à 0,94:
3901 10 10	— — Polyéthylène linéaire
3901 10 90	— — autre

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 1.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3734/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, pour femmes ou fillettes, de la catégorie de produits n° 7 (numéro d'ordre 40.0070), originaires de Malaysia, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté;

considérant que, pour les chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, pour femmes ou fillettes, de la catégorie de produits n° 7 (numéro d'ordre 40.0070), originaires de Malaysia, le plafond s'établit à 926 000 pièces; que, à la date du 6 septembre 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de Malaysia, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de la Malaysia,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de Malaysia:

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0070	7 (1 000 pièces)	6106 10 00 6106 20 00 6106 90 10 6206 20 00 6206 30 00 6206 40 00	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, pour femmes ou fillettes

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3735/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que *parkas* de la catégorie de produits n° 21) de la catégorie de produits n° 14 (numéro d'ordre 40.0140), originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté;

considérant que, pour les pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que *parkas* de la catégorie de produits n° 21), de la catégorie de produits n° 14 (numéro d'ordre 40.0140), originaires de l'Inde, le plafond s'établit à 108 000 pièces; que, à la date du 8 novembre 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de l'Inde,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de l'Inde:

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0140	14 (1 000 pièces)	6201 11 00 ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6210 20 00	Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que <i>parkas</i> de la catégorie de produits n° 21)

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3736/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires du Brésil, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes ; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté ;

considérant que, pour les vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires du Brésil, le plafond s'établit à 87 tonnes ; que, à la date du 21 avril 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires du Brésil, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question ;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour des produits en cause, à l'égard du Brésil,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires du Brésil :

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0680	68 (tonnes)	6111 10 90 6111 20 90 6111 30 90 ex 6111 90 00 ex 6209 10 00 ex 6209 20 00 ex 6209 30 00 ex 6209 90 00	Vêtements et accessoires du vêtement, pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3737/89 DE LA COMMISSION**du 13 décembre 1989**

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux fils de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail, de la catégorie de produits n° 22 (numéro d'ordre 40.0220), et aux vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement (¹), et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes ; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté ;

considérant que, pour les fils de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail, de la catégorie de produits n° 22 (numéro d'ordre 40.0220), et aux vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 l'Inde, 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autre qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88, de la catégorie de produits n° 68 (numéro d'ordre 40.0680), originaires de l'Inde, le plafond s'établit à 618 et 87 tonnes respectivement ; que, aux textes des 27 avril et 22 mai 1989 respectivement, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question ;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de l'Inde,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de l'Inde :

(¹) JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0220	22 (tonnes)	5508 10 11	Fils de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail
		5508 10 19	
		5509 11 00	
		5509 12 00	
		5509 21 10	
		5509 21 90	
		5509 22 10	
		5509 22 90	
		5509 31 10	
		5509 31 90	
		5509 32 10	
		5509 32 90	
		5509 41 10	
		5509 41 90	
		5509 42 10	
		5509 42 90	
		5509 51 00	
		5509 52 10	
		5509 52 90	
		5509 53 00	
5509 59 00			
5509 61 10			
5509 61 90			
5509 62 00			
5509 69 00			
5509 91 10			
5509 91 90			
5509 92 00			
5509 99 00			
40.0680	68 (tonnes)	6111 10 90	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories de produits n° 10 et 87, et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie de produits n° 88
		6111 20 90	
		6111 30 90	
		ex 6111 90 00	
		ex 6209 10 00	
		ex 6209 20 00	
		ex 6209 30 00	
ex 6209 90 00			

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission
 Christiane SCRIVENER
 Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CEE) N° 3738/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, de la catégorie de produits n° 72 (numéro d'ordre 40.0720) originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88 le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que

lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté;

considérant que, pour les maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, de la catégorie de produits n° 72 (numéro d'ordre 40.0720), originaires de l'Inde, le plafond s'établit à 106 000 pièces; que, à la date du 24 juillet 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de l'Inde,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de l'Inde:

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0720	72 (1 000 pièces)	6112 31 10	Maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles
		6112 31 90	
		6112 39 10	
		6112 39 90	
		6112 41 10	
		6112 41 90	
		6112 49 10	
		6112 49 90	
		6211 11 00	
		6211 12 00	

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989:

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3739/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux ouates de matières textiles et articles en ces ouates ; fibres textiles d'une largeur n'excédant pas 5 millimètres (tontisses) ; nœuds et noppes (boutons) de matières textiles, de la catégorie de produits n° 94 (numéro d'ordre 40.0940), originaires de l'Indonésie, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes ; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté ;

considérant que, pour les ouates de matières textiles et articles en ces ouates ; fibres textiles d'une largeur n'excédant pas 5 millimètres (tontisses) ; nœuds et noppes (boutons) de matières textiles, de la catégorie de produits n° 94 (numéro d'ordre 40.0940), originaires de l'Indonésie le plafond s'établit à 87 tonnes ; que, à la date du 24 juillet 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de l'Indonésie, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question ;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de l'Indonésie,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de l'Indonésie :

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
40.0940	94 (tonnes)	5601 10 10 5601 10 90 5601 21 10 5601 21 90 5601 22 10 5601 22 91 5601 22 99 5601 29 00 5601 30 00	Ouates de matières textiles et articles en ces ouates ; fibres textiles d'une largeur n'excédant pas 5 mm (tontisses) ; nœuds et noppes (boutons) de matières textiles

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3740/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues, non conditionnés pour la vente au détail, autres que ceux de la catégorie de produits n° 42, de la catégorie de produits n° 127 A (numéro d'ordre 42.1271) originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4259/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1989 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu de l'article 11 du règlement (CEE) n° 4259/88, le bénéfice du régime tarifaire préférentiel est accordé, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet dans les annexes I et II de plafonds individuels, dans la limite des volumes fixés respectivement dans les colonnes 8 de l'annexe I et 7 de l'annexe II, en regard de certains ou de chacun des pays ou territoires d'origine dont il est question dans la colonne 5 desdites annexes ; que, aux termes de l'article 12 dudit règlement, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause dès que lesdits plafonds individuels sont atteints au niveau de la Communauté ;

considérant que, pour les fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues, non conditionnés pour la vente au détail, autres que ceux de la catégorie de produits n° 42, de la catégorie de produits n° 127 A (numéro d'ordre 42.1271), originaires de l'Inde, le plafond s'établit à 134 tonnes ; que, à la date du 19 juin 1989, les importations desdits produits dans la Communauté, originaires de l'Inde, bénéficiaire des préférences tarifaires, ont atteint par imputation le plafond en question ;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause, à l'égard de l'Inde,

ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À partir du 17 décembre 1989, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 4259/88, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de l'Inde :

Numéro d'ordre	Catégorie Unités	Code NC	Désignation des marchandises
42.1271	127 A	5403 31 00 ex 5403 32 00 5403 33 10	Fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues, non conditionnés pour la vente au détail, autres que ceux de la catégorie de produits n° 42

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission
Christiane SCRIVENER
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1988, p. 83.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3741/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989
portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables à
l'égard de pays tiers pour certains produits originaires de Yougoslavie

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la république socialiste fédérative de Yougoslavie (1), et notamment son protocole n° 1,

vu l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 4234/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant établissement de plafonds et d'une surveillance communautaire à l'égard des importations de certains produits originaires de Yougoslavie (1989) (2), et notamment son article 1^{er},

considérant que, en vertu des dispositions de l'article 15 de l'accord de coopération et du protocole n° 1 précités, les produits repris en annexe sont admis à l'importation dans la Communauté en exemption des droits de douane, dans la limite du plafond y indiqué, au-delà duquel les droits de douane applicables à l'égard des pays tiers peuvent être rétablis;

considérant que les importations dans la Communauté de ces produits originaires de Yougoslavie ont atteint le

plafond en question; que le rétablissement de la perception des droits de douane applicables à l'égard de pays tiers pour les produits en question est nécessité par la situation sur le marché de la Communauté,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier.

Du 17 au 31 décembre 1989, la perception des droits de douane applicables à l'égard de pays tiers est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits indiqués en annexe, originaires de Yougoslavie.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission
Christiane SCRIVENER
Membre de la Commission

(1) JO n° L 41 du 14. 2. 1983, p. 2.

(2) JO n° L 372 du 31. 12. 1988, p. 15.

ANNEXE

(en tonnes)

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Plafond
04.0050	7202 41 7202 41 10 7202 41 90 7202 49 7202 49 10 7202 49 50 7202 49 90	— Ferrochrome : — — contenant en poids plus de 4 % de carbone : — — — contenant en poids plus de 4 % mais pas plus de 6 % de carbone — — — contenant en poids plus de 6 % de carbone — — autre : — — — contenant en poids 0,05 % ou moins de carbone — — — contenant en poids plus de 0,05 % mais pas plus de 0,5 % de carbone — — — contenant en poids plus de 0,5 % mais pas plus de 4 % de carbone	1 811
04.0055	ex 7202 49 10 ex 7202 49 50	dont : — Ferrochrome, contenant, en poids, 0,10 % ou moins de carbone et plus de 30 % jusqu'à 90 % inclus de chrome (ferrochrome surraffiné)	904

RÈGLEMENT (CEE) N° 3742/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1035/72 du Conseil, du 18 mai 1972, portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1119/89 ⁽²⁾, et notamment son article 30 paragraphe 4,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, en vertu de l'article 30 du règlement (CEE) n° 1035/72, dans la mesure nécessaire pour permettre une exportation économiquement importante, la différence entre les prix dans le commerce international des produits visés audit article et les prix de ces produits dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation ;

considérant que, en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2518/69 du Conseil, du 9 décembre 1969, établissant, dans le secteur des fruits et légumes, les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et aux critères de fixation de leur montant ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2455/72 ⁽⁴⁾, les restitutions doivent être fixées en prenant en considération la situation ou les perspectives d'évolution, d'une part, des prix des fruits et légumes sur le marché de la Communauté et des disponibilités et, d'autre part, des prix pratiqués dans le commerce international ; qu'il doit également être tenu compte des frais visés au point b) dudit article, ainsi que de l'aspect économique des exportations envisagées ;

considérant que, conformément à l'article 3 du règlement (CEE) n° 2518/69, les prix sur le marché de la Communauté sont établis compte tenu des prix qui se révèlent les plus favorables en vue de l'exportation ; que les prix dans le commerce international doivent être établis compte tenu des cours et prix visés au paragraphe 2 dudit article ;

considérant que la situation dans le commerce international ou les exigences spécifiques de certains marchés peuvent rendre nécessaire la différenciation de la restitu-

tion, pour un produit déterminé, suivant la destination de ce produit ;

considérant que les tomates, les citrons frais, les oranges douces fraîches et les pommes des catégories Extra, I et II des normes communes de qualité, les raisins de table des catégories Extra et I, les amandes, les noisettes ainsi que les noix en coque peuvent actuellement faire l'objet d'exportations économiquement importantes ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des restitutions, il convient de retenir pour le calcul de ces dernières :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du coefficient prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87 ⁽⁶⁾,
- pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité ;

considérant que l'application des modalités rappelées ci-dessus à la situation actuelle du marché ou à ses perspectives d'évolution, et notamment aux cours et prix des fruits et légumes dans la Communauté et dans le commerce international, conduit à fixer les restitutions conformément à l'annexe du présent règlement ;

considérant que les obligations résultant des dispositions de l'article 5 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 3665/87 de la Commission, du 27 novembre 1987, portant modalités communes d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3993/88 ⁽⁸⁾, peuvent être assouplies dans le cas d'exportation vers les pays tiers non européens ; qu'il se révèle possible, dans ce cas, de rendre applicables les dispositions de l'article 1 paragraphe 1 point c) du règlement (CEE) n° 3665/87 ;⁽¹⁾ JO n° L 118 du 20. 5. 1972, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 118 du 29. 4. 1989, p. 12.⁽³⁾ JO n° L 318 du 18. 12. 1969, p. 17.⁽⁴⁾ JO n° L 266 du 25. 11. 1972, p. 7.⁽⁵⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽⁶⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.⁽⁷⁾ JO n° L 351 du 14. 12. 1987, p. 1.⁽⁸⁾ JO n° L 354 du 22. 12. 1988, p. 22.

considérant que, pour l'Espagne et le Portugal, l'acte d'adhésion a institué un régime de transition respectivement par phases ou par étapes ; que, en particulier, en ce qui concerne le régime applicable aux exportations de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 à destination de l'Espagne, l'article 141 prévoit que, pendant la première phase, la Communauté n'octroie pas, en principe, de restitutions à l'exportation ; que, en vertu de l'article 146, le royaume d'Espagne est autorisé à maintenir, pendant la première phase, à l'exportation à destination des pays tiers, le régime en vigueur avant son adhésion pour ces échanges, y compris les aides de subventions à l'exportation éventuelles ; que l'article 275 prévoit une procédure spéciale pour l'octroi de restitutions aux exportations de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 à destination du Portugal ; que, en vertu de l'article 283, la République portugaise est autorisée à maintenir, pendant la première étape, à l'exportation à destination des pays tiers, le régime en vigueur avant son adhésion pour ces échanges, y compris les aides ou subventions à l'exportation éventuelles ; que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de prévoir des restitutions pour ces exportations dans le présent règlement ;

considérant que, pour les produits espagnols exportés à partir de la deuxième phase de la période de transition, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1990, il convient lors de la fixation des restitutions, conformément à l'article 87 de l'acte d'adhésion, de tenir compte de la différence des prix

économiquement justifiée, pour chacun des produits concernés ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes sont fixées aux montants repris à l'annexe.
2. Les dispositions de l'article 5 paragraphe 1 point b) et de l'article 19 paragraphe 1 point c) du règlement (CEE) n° 3665/87 sont applicables aux exportations des oranges douces, des citrons, des raisins de table, des noix en coque, des noisettes sans coque et des pommes définis à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes

(en écus/100 kg net)

Code produit	Destination des restitutions (1)	Montants des restitutions	
		Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 (2)	Espagne (2)
0702 00 10 100		4,50	—
0702 00 10 900	—	—	—
0702 00 90 100		4,50	—
0702 00 90 900	—	—	—
0802 12 90 000	07	9,67	9,67
0802 21 00 000	07	11,30	11,30
0802 22 00 000	07	21,80	21,80
0802 31 00 000	07	14,00	14,00
0805 10 11 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 11 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 11 900	—	—	—
0805 10 15 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 15 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 15 900	—	—	—
0805 10 19 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 19 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 19 900	—	—	—
0805 10 21 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 21 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 21 900	—	—	—
0805 10 25 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 25 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 25 900	—	—	—
0805 10 29 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 29 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 29 900	—	—	—
0805 10 31 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 31 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 31 900	—	—	—
0805 10 35 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 35 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 35 900	—	—	—

(en écus/100 kg net)

Code produit	Destination des restitutions (1)	Montants des restitutions	
		Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 (2)	Espagne (3)
0805 10 39 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 39 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 39 900	—	—	—
0805 10 41 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 41 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 41 900	—	—	—
0805 10 45 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 45 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 45 900	—	—	—
0805 10 49 100	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 49 300	01	11,00	5,88
	06	11,00	5,88
0805 10 49 900	—	—	—
0805 20 50 100	—	—	—
0805 20 50 900	—	—	—
0805 30 10 100	01	15,00	3,92
	07	10,00	3,92
0805 30 10 900	—	—	—
0806 10 11 100	07	10,50	10,50
0806 10 11 300	07	10,50	10,50
0806 10 11 900	—	—	—
0806 10 15 100	07	10,50	10,50
0806 10 15 300	07	10,50	10,50
0806 10 15 900	—	—	—
0806 10 19 100	07	10,50	10,50
0806 10 19 300	07	10,50	10,50
0806 10 19 900	—	—	—
0808 10 91 100	—	—	—
0808 10 91 910	02	14,00	5,00
	03	4,50	—
	04	14,00	5,00
0808 10 91 990	—	—	—
0808 10 93 100	—	—	—
0808 10 93 910	02	14,00	5,00
	03	4,50	—
	04	14,00	5,00
0808 10 93 990	—	—	—
0808 10 99 100	—	—	—
0808 10 99 910	02	14,00	5,00
	03	4,50	—
	04	14,00	5,00
0808 10 99 990	—	—	—
0809 30 00 110	05	—	—
0809 30 00 190	—	—	—
0809 30 00 900	05	—	—

Notes

(¹) Les destinations sont identifiées comme suit :

- 01 les pays ou États à économie planifiée de l'Europe centrale et orientale et la Yougoslavie,
- 02 le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, la Zambie, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, la Somalie, Madagascar, les Comores, l'île Maurice, le Soudan, l'Éthiopie, la république de Djibouti, les pays de la péninsule Arabique [l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Qatar, le Koweït, Oman, les Émirats arabes unis (Abu Zabi, Dibay, Chardja, 'Adjman, Umm al-Q'iwayn, Ras al-Khayma et Fudjaya), le Yémen du Nord, le Yémen du Sud, l'Iran, l'Iraq et la Jordanie],
- 03 les pays et territoires d'Afrique à l'exclusion de ceux visés ci-dessus et de l'Afrique du Sud, la Syrie, les pays à économie planifiée de l'Europe centrale et orientale, la Yougoslavie, la Bolivie, le Brésil, le Venezuela, le Pérou, Panama, l'Équateur, la Colombie, l'Islande, la Norvège, la Suède, l'Autriche, les îles Féroé, la Finlande, le Groenland et Malte,
- 04 Hong-kong, Singapour, la Malaysia, l'Indonésie, la Thaïlande et T'ai-wan,
- 05 toutes destinations, autres que la Suisse et l'Autriche,
- 06 l'Autriche, la Suisse, la Finlande, la Suède, le Groenland, la Norvège, l'Islande et Malte,
- 07 toutes destinations à l'exclusion de la partie du territoire communautaire située en dehors du territoire douanier de la Communauté.

(²) Les restitutions ne sont pas applicables pour les exportations opérées de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 à destination de l'Espagne et du Portugal,

(³) Ces restitutions sont applicables pour les exportations opérées d'Espagne à destination des pays tiers, à partir du 1^{er} janvier 1990.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3743/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

modifiant le règlement (CEE) n° 643/86 de la Commission, du 28 février 1986, déterminant les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges pour les produits du secteur des plantes vivantes et de la floriculture importés au Portugal visées à l'annexe XXII de l'acte d'adhésion en ce qui concerne les plafonds indicatifs pour l'année 1990

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

l'acte d'adhésion pour certains produits de la floriculture relevant des codes NC 0602, 0603 et 0604 pour la période allant du 1^{er} mars au 31 décembre 1986;

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

considérant que les plafonds indicatifs, conformément à l'article 251 paragraphe 2 de l'acte d'adhésion, doivent comporter une certaine progressivité par rapport aux courants d'échanges traditionnels de façon à assurer une ouverture harmonisée et graduelle du marché; que, à cette fin, il convient, pour l'année 1990, d'augmenter les plafonds indicatifs pour les plantes ornementales, les roses, les œillets, l'*asparagus plumosus* et les rosiers;

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 251 paragraphes 1 et 2,

considérant que, compte tenu de l'expérience acquise au cours des quatre années d'application de ce régime, il convient, afin de garantir la stabilité du marché portugais, de prévoir une ventilation saisonnière des plafonds pour certains de ces produits et de prévoir leur adaptation aux variations saisonnières de la production portugaise;

vu le règlement (CEE) n° 569/86 du Conseil, du 25 février 1986, déterminant les règles générales d'application du mécanisme complémentaire applicable aux échanges⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3296/88⁽²⁾, et notamment son article 7 paragraphe 1,

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des plantes vivantes et des produits de la floriculture,

vu le règlement (CEE) n° 3792/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, définissant le régime applicable dans les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3296/88, et notamment son article 5 paragraphe 1,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

considérant que le règlement (CEE) n° 574/86 de la Commission⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3296/88, a déterminé les modalités générales d'application du mécanisme complémentaire aux échanges;

Article premier

Le règlement (CEE) n° 643/86 est modifié comme suit.

1) À l'article 1^{er} paragraphe 1, le texte est remplacé par le texte suivant:

« 1. Les plafonds indicatifs prévus à l'article 251 paragraphe 1 de l'acte d'adhésion sont fixés en annexe pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1990. »

2) L'annexe est remplacée par l'annexe du présent règlement.

considérant que le règlement (CEE) n° 643/86 de la Commission, du 28 février 1986, déterminant les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges pour les produits du secteur des plantes vivantes et de la floriculture importés au Portugal visées à l'annexe XXII de l'acte d'adhésion⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3498/89⁽⁶⁾, a notamment fixé les plafonds indicatifs prévus à l'article 251 paragraphe 1 de

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

(1) JO n° L 55 du 1. 3. 1986, p. 106.

(2) JO n° L 293 du 27. 10. 1988, p. 7.

(3) JO n° L 367 du 31. 12. 1985, p. 7.

(4) JO n° L 57 du 1. 3. 1986, p. 1.

(5) JO n° L 60 du 1. 3. 1986, p. 39.

(6) JO n° L 340 du 23. 11. 1989, p. 20.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission
Ray MAC SHARRY
Membre de la Commission

ANNEXE

« ANNEXE

Plafonds indicatifs prévus à l'article 251 paragraphe 1 troisième alinéa de l'acte d'adhésion, valables du 1^{er} janvier au 31 décembre 1990

Code NC	Désignation des marchandises	Plafond indicatif	
		en pièces	en tonnes
	Autres plantes vivantes (y compris leurs racines), boutures et greffons ; blanc de champignons :		
	<i>Plafond total :</i>		
0602 40 90	— Rosiers greffés	572 000	
	— Plantes d'intérieur		
	— autres		
0602 99 91	— Plantes à fleurs, en boutons ou en fleur, à l'exception des cactées		959,00
0602 99 99	— autres		
	<i>dont</i>		
	— du 1 ^{er} janvier au 30 juin		435,00
	— du 1 ^{er} juillet au 31 décembre		524,00
	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés :		
	<i>Plafond total :</i>		
0603 10 11 et 0603 10 51	Roses, frais	635 000	
0603 10 13 et 0603 10 53	Œillets, frais	6 590 000	
	<i>dont</i> : du 1 ^{er} juin au 31 octobre		
0603 10 11	Roses	210 000	
0603 10 13	Œillets	2 195 000	
	Feuillages, feuilles, rameaux et autres parties de plantes, sans fleurs ni boutons de fleurs, et herbes, mousses et lichens, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés :		
ex 0604 91 90	<i>Asparagus plumosus</i>		2,0

RÈGLEMENT (CEE) N° 3744/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989

modifiant le règlement (CEE) n° 3418/88 fixant les prix franco frontière de référence applicables à l'importation de certains produits viti-vinicoles à partir du 1^{er} septembre 1988

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1236/89 ⁽²⁾, et notamment son article 54 paragraphe 8,

considérant que, en application des accords de coopération que la Communauté a conclus avec certains pays tiers du bassin méditerranéen, des prix franco frontière de référence réduits ont été fixés par le règlement (CEE) n° 3418/88 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 4012/88 ⁽⁴⁾, pour des vins originaires de ces pays et présentés en récipients d'une contenance n'excédant pas deux litres, dans la limite des contingents quantitatifs

annuels; que les dispositions desdits accords prévoient une nouvelle diminution des prix à compter du 1^{er} janvier 1990 pour l'Algérie, Chypre, le Maroc, la Tunisie et la Yougoslavie; qu'il s'impose de fixer les prix franco frontière de référence en cause au niveau correspondant,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 3418/88 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 301 du 4. 11. 1988, p. 10.

⁽⁴⁾ JO n° L 354 du 22. 12. 1988, p. 55.

ANNEXE

* ANNEXE

TABLEAU 20-09

Prix de référence des jus de raisin (y compris les moûts de raisins)

POUR CALCULER LES PRIX DE RÉFÉRENCE FRANCO FRONTIÈRE, IL FAUT DÉDUIRE DU PRIX DE RÉFÉRENCE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU LE DROIT APPLICABLE AU PAYS TIERS CONCERNÉ

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2009 60 11	9001	— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids :						
		— blancs :						
		— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
		— autres :						
	9002	— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
		— autres :						
		— d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids :						
		— blancs :						
2009 60 19	9003	— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
		— autres :						
		— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
		— autres :						
2009 60 51	9004	— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids :						
		— blancs :						
		— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
		— autres :						
	9005	— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
		— autres :						
		— d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids :						
		— blancs :						
9006	— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84			
	— autres :							
	— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07			
	— autres :							
9007	— d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids :							
	— blancs :							
	— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84			
	— autres :							
9008	— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07			
	— autres :							
	— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids :							
	— blancs :							
9009	— par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84			
	— autres :							
	— d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids :							
	— blancs :							
9010	— par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07			
	— autres :							
	— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids :							
	— blancs :							

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2009 60 51 (suite)	9011	- d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9012	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
	9013	- d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9014	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
2009 60 71	9015	- d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9016	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
	9019	- d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9020	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
2009 60 79	9023	- d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9024	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		
	9025	- d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids : - - blancs : - - par % vol d'alcool en puissance		3,84	3,84	3,84		
	9026	- - autres : - - par % vol d'alcool en puissance		4,07	4,07	4,07		

TABLEAU 22-02

Prix de référence du vin

POUR CALCULER LES PRIX DE RÉFÉRENCE FRANCO FRONTIÈRE, IL FAUT DÉDUIRE DU PRIX DE RÉFÉRENCE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU LE DROIT APPLICABLE AU PAYS TIERS CONCERNÉ

Code NC	Code additionnel	Designation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 21 25	9100	- Vins importés sous le nom de cépage Riesling ou Sylvaner	(¹)	K: 115,01	K: 105,49	131,93	5	7587
	9101	- Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis:						
	9102	- -- inférieur à 9 % vol	(¹)	K: 63,45	K: 53,93	80,37	5	7588
	9103	- -- égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(¹)	K: 64,51	K: 54,99	81,43	5	7588
	9104	- -- supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(¹)	K: 66,62	K: 57,10	83,54	5	7588
	9105	- -- supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(¹)	K: 68,74	K: 59,22	85,66	5	7588
	9106	- -- supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(¹)	K: 70,85	K: 61,33	87,77	5	7588
	9107	- -- supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(¹)	K: 72,97	K: 63,45	89,89	5	7588
	9108	- -- supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(¹)	K: 75,08	K: 65,56	92,00	5	7588
	9109	- -- supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(¹)	K: 77,20	K: 67,68	94,12	5	7588
		- -- supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(¹)	K: 79,31	K: 69,79	96,23	5	7588
2204 21 29		- Mots de raisins frais, mutés à l'alcool, au sens de la note complémentaire 4 point a) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis:						
		- -- égal ou supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol:						
		- -- ayant un titre alcoométrique en puissance:						
	9110	- -- égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol		59,50	59,50	59,50		
	9111	- -- supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol		61,60	61,60	61,60		
	9112	- -- supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol		64,40	64,40	64,40		
	9113	- -- supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol		67,20	67,20	67,20		
	9114	- -- supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol		70,00	70,00	70,00		
	9115	- -- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol		72,80	72,80	72,80		
	9116	- -- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol		75,60	75,60	75,60		
	9117	- -- supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol		78,40	78,40	78,40		
	9118	- -- supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol		81,20	81,20	81,20		
	9119	- -- supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol		84,00	84,00	84,00		
	9120	- -- supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol		86,80	86,80	86,80		
	9121	- -- supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol		89,60	89,60	89,60		
	9122	- -- supérieur à 20 % vol		91,00	91,00	91,00		

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6		
							Tableau	Code additionnel	
2204 21 29 (suite)		- Vins importés sous le nom de cépage Portugieser, ayant un titre alcoométrique acquis :							
	9123	- inférieure à 9 % vol	(1)(2)	K: 65,70	K: 56,18	82,62	6	7589	
	9124	- égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1)(2)	K: 66,82	K: 57,30	83,74	6	7589	
	9125	- supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1)(2)	K: 69,06	K: 59,54	85,98	6	7589	
	9126	- supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1)(2)	K: 71,30	K: 61,78	88,22	6	7589	
	9127	- supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1)(2)	K: 73,54	K: 64,02	90,46	6	7589	
	9128	- supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1)(2)	K: 75,78	K: 66,26	92,70	6	7589	
	9129	- supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1)(2)	K: 78,02	K: 68,50	94,94	6	7589	
	9130	- supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1)(2)	K: 80,26	K: 70,74	97,18	6	7589	
	9131	- supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1)(2)	K: 82,50	K: 72,98	99,42	6	7589	
		- Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis :							
	9132	- inférieure à 9 % vol	(1)(2)	K: 65,70	K: 56,18	82,62	6	7590	
	9133	- égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1)(2)	K: 66,82	K: 57,30	83,74	6	7590	
	9134	- supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1)(2)	K: 69,06	K: 59,54	85,98	6	7590	
9135	- supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1)(2)	K: 71,30	K: 61,78	88,22	6	7590		
9136	- supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1)(2)	K: 73,54	K: 64,02	90,46	6	7590		
9137	- supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1)(2)	K: 75,78	K: 66,26	92,70	6	7590		
9138	- supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1)(2)	K: 78,02	K: 68,50	94,94	6	7590		
9139	- supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1)(2)	K: 80,26	K: 70,74	97,18	6	7590		
9140	- supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1)(2)	K: 82,50	K: 72,98	99,42	6	7590		
2204 21 35		- Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol :							
	9141	- destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204	(2)	60,60	60,60	60,60			
	9142	- autres	(2)	111,30	111,30	111,30			
	9143	- Vins importés sous le nom de cépage Riesling ou Sylvaner	(2)	K: 115,01	K: 105,49	131,93	8	7591	
		- Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis :							
	9144	- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(1)(2)	K: 81,43	K: 71,91	98,35	8	7592	
	9145	- supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(1)(2)	K: 83,54	K: 74,02	100,46	8	7592	
	9146	- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(1)(2)	K: 85,66	K: 76,14	102,58	8	7592	
	9147	- supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(1)(2)	K: 87,77	K: 78,25	104,69	8	7592	

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 21 39		<p>— Moûts de raisins frais, mutés à l'alcool, au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point a) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol :</p> <p>— — — ayant un titre alcoométrique en puissance :</p> <p>— — — égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol</p> <p>— — — supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol</p> <p>— — — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol</p> <p>— — — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol</p> <p>— — — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol</p> <p>— — — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol</p> <p>— — — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol</p> <p>— — — supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol</p> <p>— — — supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol</p> <p>— — — supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol</p> <p>— — — supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— — — supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— — — supérieur à 20 % vol</p> <p>— — — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol :</p> <p>— — — ayant un titre alcoométrique en puissance :</p> <p>— — — égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol</p> <p>— — — supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol</p> <p>— — — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol</p> <p>— — — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol</p> <p>— — — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol</p> <p>— — — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol</p> <p>— — — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol</p> <p>— — — supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol</p> <p>— — — supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol</p> <p>— — — supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol</p> <p>— — — supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— — — supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— — — supérieur à 20 % vol</p>						
	9148			62,30	62,30	62,30		
	9149			64,40	64,40	64,40		
	9150			67,20	67,20	67,20		
	9151			70,00	70,00	70,00		
	9152			72,80	72,80	72,80		
	9153			75,60	75,60	75,60		
	9154			78,40	78,40	78,40		
	9155			81,20	81,20	81,20		
	9156			84,00	84,00	84,00		
	9157			86,80	86,80	86,80		
	9158			89,60	89,60	89,60		
	9159			92,40	92,40	92,40		
	9160			93,80	93,80	93,80		
	9161			65,10	65,10	65,10		
	9162			67,20	67,20	67,20		
	9163			70,00	70,00	70,00		
	9164			72,80	72,80	72,80		
	9165			75,60	75,60	75,60		
	9166			78,40	78,40	78,40		
	9167			81,20	81,20	81,20		
	9168			84,00	84,00	84,00		
	9169			86,80	86,80	86,80		
	9170			89,60	89,60	89,60		
	9171			92,40	92,40	92,40		
	9172			95,20	95,20	95,20		
	9173			96,60	96,60	96,60		
		— Vins de liqueur au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol :						
	9174	— — destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204	(?)	60,60	60,60	60,60		
	9175	— — autres	(?)	111,30	111,30	111,30		

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 21 39 (suite)		- Vins importés sous le nom de cépage Portugieser, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9176	- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(1) (2)	K: 84,74	K: 75,22	101,66	9	7593
	9177	- supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(1) (2)	K: 86,98	K: 77,46	103,90	9	7593
	9178	- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(1) (2)	K: 89,22	K: 79,70	106,14	9	7593
	9179	- supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(1) (2)	K: 91,46	K: 81,94	108,38	9	7593
		- Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9180	- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(1) (2)	K: 84,74	K: 75,22	101,66	9	7594
	9181	- supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(1) (2)	K: 86,98	K: 77,46	103,90	9	7594
	9182	- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(1) (2)	K: 89,22	K: 79,70	106,14	9	7594
	9183	- supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(1) (2)	K: 91,46	K: 81,94	108,38	9	7594
2204 21 41		- Vins de liqueur de Porto, de Madère et moscatel de Setúbal au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9184	- ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre		-	-	111,30		
	9185	- autres		-	-	117,50		
		- Vins de Tokay (Aszu et Szamorodni) ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9186	- supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(1)	-	-	106,81		
	9187	- supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(1)	-	-	108,92		
	9188	- supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(1)	-	-	111,04		
	9189	- supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(1)	-	-	113,15		
	9190	- supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(1)	-	-	115,27		
	9191	- supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(1)	-	-	117,38		
2204 21 49		- Vins de liqueur au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9192	- destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204	(2)	64,80	64,80	64,80		
	9193	- autres :						
	- ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre		111,30	111,30	111,30			

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 21 49 (suite)	9194	-- autres	(²)	117,50	117,50	117,50		
	9195	-- Vins vinés, au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 18 % vol	(²)	46,98	46,98	46,98		
	9196	-- Vins blancs, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)					
	9197	-- supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	K : 89,89	K : 80,36	106,81		
	9198	-- supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	K : 92,00	K : 82,48	108,92		
	9199	-- supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	K : 94,12	K : 84,60	111,04		
	9200	-- supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	K : 96,23	K : 86,71	113,15		
	9201	-- supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	K : 98,35	K : 88,83	115,27		
		-- supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)	K : 100,46	K : 90,94	117,38		
	9202	-- Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)					
	9203	-- supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	K : 93,70	K : 84,18	110,62		
	9204	-- supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	K : 95,94	K : 86,42	112,86		
	9205	-- supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	K : 98,18	K : 88,66	115,10		
	9206	-- supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	K : 100,42	K : 90,90	117,34		
9207	-- supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	K : 102,66	K : 93,14	119,58			
	-- supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)	K : 104,90	K : 95,38	121,82			
2204 21 51	9208	-- Vins de liqueur de Porto, de Madère et moscatel de Setúbal au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée						
	9209	-- Vins de Tokay (Aszu et Szamorodni) ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9210	-- supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(¹)			134,30		
	9211	-- supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(¹)			119,50		
	9212	-- supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(¹)			121,61		
	9213	-- supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(¹)			123,73		
	9214	-- supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(¹)			125,84		
	9215	-- supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(¹)			127,96		
	9216	-- supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(¹)			130,07		
		-- supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(¹)			132,19		
		-- Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9217	-- destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204	(²)	78,40	78,40	78,40	78,40	
	9218	-- autres	(²)	134,30	134,30	134,30	134,30	

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe I, partie 6		
							Tableau	Code additionnel	
2204 21 59 (suite)		<p>— Vins vinés, au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol</p> <p>— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol</p> <p>— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol</p> <p>— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol</p> <p>— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol</p> <p>— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol</p> <p>— Vins blancs, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol</p> <p>— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol</p> <p>— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol</p> <p>— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol</p> <p>— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol</p> <p>— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol</p> <p>— Autres vins, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol</p> <p>— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol</p> <p>— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol</p> <p>— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol</p> <p>— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol</p> <p>— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol</p> <p>— Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :</p> <p>— destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204</p> <p>— autres</p>							
	9219		(¹)	47,63	47,63	47,63			
	9220		(¹)	48,94	48,94	48,94			
	9221		(¹)	50,24	50,24	50,24			
	9222		(¹)	51,55	51,55	51,55			
	9223		(¹)	52,85	52,85	52,85			
	9224		(¹)	54,16	54,16	54,16			
	9225		(¹)	55,46	55,46	55,46			
	9226		(¹)	56,77	56,77	56,77			
	9227		(¹)	K : 102,58	K : 93,06	119,50			
	9228		(¹)	K : 104,69	K : 95,17	121,61			
	9229		(¹)	K : 106,81	K : 97,29	123,73			
	9230		(¹)	K : 108,92	K : 99,40	125,84			
	9231		(¹)	K : 111,04	K : 101,52	127,96			
	9232		(¹)	K : 113,15	K : 103,63	130,07			
	9233		(¹)	K : 115,27	K : 105,75	132,19			
	9234		(¹)	K : 117,38	K : 107,86	134,30			
	9235		(¹)	K : 107,14	K : 97,62	124,06			
	9236		(¹)	K : 109,38	K : 99,86	126,30			
	9237		(¹)	K : 111,62	K : 102,10	128,54			
	9238		(¹)	K : 113,86	K : 104,34	130,78			
	9239		(¹)	K : 116,10	K : 106,58	133,02			
	9240		(¹)	K : 118,34	K : 108,82	135,26			
	9241		(¹)	K : 120,50	K : 110,98	137,50			
	9242		(¹)	K : 122,82	K : 113,30	139,74			
2204 21 90									
	9243			86,70	86,70	86,70			
	9244			141,60	141,60	141,60			

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 25 (suite)	9511	— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(1) (2)	38,07	38,07	38,07	11	7596
	9512	— — inférieur à 9 % vol	(1) (2)	39,13	39,13	39,13	11	7596
	9513	— — égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1) (2)	41,24	41,24	41,24	11	7596
	9514	— — supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1) (2)	43,36	43,36	43,36	11	7596
	9515	— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1) (2)	45,47	45,47	45,47	11	7596
	9516	— — supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1) (2)	47,59	47,59	47,59	11	7596
	9517	— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1) (2)	49,70	49,70	49,70	11	7596
	9518	— — supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1) (2)	51,82	51,82	51,82	11	7596
	9519	— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1) (2)	53,93	53,93	53,93	11	7596
2204 29 29		— Mouts de raisins frais, mutés à l'alcool, au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point a) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :						
		— — égal ou supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol :						
		— — ayant un titre alcoométrique en puissance :						
	9520	— — égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol		59,50	59,50	59,50		
	9521	— — supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol		61,60	61,60	61,60		
	9522	— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol		64,40	64,40	64,40		
	9523	— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol		67,20	67,20	67,20		
	9524	— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol		70,00	70,00	70,00		
	9525	— — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol		72,80	72,80	72,80		
	9526	— — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol		75,60	75,60	75,60		
9527	— — supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol		78,40	78,40	78,40			
9528	— — supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol		81,20	81,20	81,20			
9529	— — supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol		84,00	84,00	84,00			
9530	— — supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol		86,80	86,80	86,80			
9531	— — supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol		89,60	89,60	89,60			
9532	— — supérieur à 20 % vol		91,00	91,00	91,00			

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 29 (suite)		Vins importés sous le nom de cépage Portugaisier :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9533	— — inférieur à 9 % vol	(1) (2)	61,47	61,47	61,47	12	7597
	9534	— — égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1) (2)	62,59	62,59	62,59	12	7597
	9535	— — supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1) (2)	64,83	64,83	64,83	12	7597
	9536	— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1) (2)	67,07	67,07	67,07	12	7597
	9537	— — supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1) (2)	69,31	69,31	69,31	12	7597
	9538	— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1) (2)	71,55	71,55	71,55	12	7597
	9539	— — supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1) (2)	73,79	73,79	73,79	12	7597
	9540	— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1) (2)	76,03	76,03	76,03	12	7597
	9541	— — supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1) (2)	78,27	78,27	78,27	12	7597
		— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9542	— — inférieur à 9 % vol	(1) (2)	40,32	40,32	40,32	12	7597
	9543	— — égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1) (2)	41,44	41,44	41,44	12	7597
	9544	— — supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1) (2)	43,68	43,68	43,68	12	7597
	9545	— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1) (2)	45,92	45,92	45,92	12	7597
	9546	— — supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1) (2)	48,16	48,16	48,16	12	7597
	9547	— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1) (2)	50,40	50,40	50,40	12	7597
9548	— — supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1) (2)	52,64	52,64	52,64	12	7597	
9549	— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1) (2)	54,88	54,88	54,88	12	7597	
9550	— — supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1) (2)	57,12	57,12	57,12	12	7597	
	— Autres vins :							
	— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :							
9551	— — inférieur à 9 % vol	(1) (2)	61,47	61,47	61,47	12	7598	
9552	— — égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1) (2)	62,59	62,59	62,59	12	7598	
9553	— — supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1) (2)	64,83	64,83	64,83	12	7598	
9554	— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1) (2)	67,07	67,07	67,07	12	7598	
9555	— — supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1) (2)	69,31	69,31	69,31	12	7598	
9556	— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1) (2)	71,55	71,55	71,55	12	7598	
9557	— — supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1) (2)	73,79	73,79	73,79	12	7598	
9558	— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1) (2)	76,03	76,03	76,03	12	7598	
9559	— — supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1) (2)	78,27	78,27	78,27	12	7598	

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe I, partie 6		
							Tableau	Code additionnel	
2204 29 29 (suite)	9560	-- Autres, ayant un titre alcoométrique acquis :		40,32	40,32	40,32		12	7598
		-- inférieur à 9 % vol	(1) (2)	41,44	41,44	41,44		12	7598
		-- égal ou supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 9,5 % vol	(1) (2)	43,68	43,68	43,68		12	7598
		-- supérieur à 9,5 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol	(1) (2)	45,92	45,92	45,92		12	7598
		-- supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 10,5 % vol	(1) (2)	48,16	48,16	48,16		12	7598
		-- supérieur à 10,5 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol	(1) (2)	50,40	50,40	50,40		12	7598
		-- supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 11,5 % vol	(1) (2)	52,64	52,64	52,64		12	7598
		-- supérieur à 11,5 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol	(1) (2)	54,88	54,88	54,88		12	7598
		-- supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 12,5 % vol	(1) (2)	57,12	57,12	57,12		12	7598
		-- supérieur à 12,5 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol	(1) (2)						
	2204 29 35	9569	-- Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol :	(2)	60,60	60,60	60,60		
		-- destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204							
		-- autres :							
9570		-- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres	(2)	90,15	90,15	90,15			
9571		-- autres	(2)	69,00	69,00	69,00			
		-- Vins importés sous le nom de cépage Riesling ou Sylvaner :							
9572		-- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres	(2)	110,78	110,78	110,78		14	7599
9573		-- autres	(2)	89,63	89,63	89,63		14	7599
		-- Autres vins :							
9574		-- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(1) (2)	77,20	77,20	77,20		14	7614
9575		-- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(1) (2)	79,31	79,31	79,31		14	7614
9576	-- supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(1) (2)	81,43	81,43	81,43		14	7614	
9577	-- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(1) (2)	83,54	83,54	83,54		14	7614	
	-- supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(1) (2)							
	-- autres, ayant un titre alcoométrique acquis :								
9578	-- supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(1) (2)	56,05	56,05	56,05		14	7614	
9579	-- supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(1) (2)	58,16	58,16	58,16		14	7614	
9580	-- supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(1) (2)	60,28	60,28	60,28		14	7614	
9581	-- supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(1) (2)	62,39	62,39	62,39		14	7614	

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6		
							Tableau	Code additionnel	
2204 29 39		<p>— Moutis de raisins frais, mutés à l'alcool, au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point a) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol :</p> <p>— — ayant un titre alcoométrique en puissance :</p> <p>— — égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol</p> <p>— — supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol</p> <p>— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol</p> <p>— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol</p> <p>— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol</p> <p>— — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol</p> <p>— — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol</p> <p>— — supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol</p> <p>— — supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol</p> <p>— — supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol</p> <p>— — supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— — supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— — supérieur à 20 % vol</p> <p>— — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol :</p> <p>— — ayant un titre alcoométrique en puissance :</p> <p>— — égal ou supérieur à 8,5 % vol, mais n'excédant pas 9 % vol</p> <p>— — supérieur à 9 % vol, mais n'excédant pas 10 % vol</p> <p>— — supérieur à 10 % vol, mais n'excédant pas 11 % vol</p> <p>— — supérieur à 11 % vol, mais n'excédant pas 12 % vol</p> <p>— — supérieur à 12 % vol, mais n'excédant pas 13 % vol</p> <p>— — supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol</p> <p>— — supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol</p> <p>— — supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol</p> <p>— — supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol</p> <p>— — supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol</p> <p>— — supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol</p> <p>— — supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol</p> <p>— — supérieur à 20 % vol</p> <p>— Vins de liqueur au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol :</p> <p>— — destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204</p>							
	9582			62,30	62,30	62,30			
	9583			64,40	64,40	64,40			
	9584			67,20	67,20	67,20			
	9585			70,00	70,00	70,00			
	9586			72,80	72,80	72,80			
	9587			75,60	75,60	75,60			
	9588			78,40	78,40	78,40			
	9589			81,20	81,20	81,20			
	9590			84,00	84,00	84,00			
	9591			86,80	86,80	86,80			
	9592			89,60	89,60	89,60			
	9593			92,40	92,40	92,40			
	9594			93,80	93,80	93,80			
	9595			65,10	65,10	65,10			
	9596			67,20	67,20	67,20			
	9597			70,00	70,00	70,00			
	9598			72,80	72,80	72,80			
	9599			75,60	75,60	75,60			
	9600			78,40	78,40	78,40			
	9601			81,20	81,20	81,20			
	9602			84,00	84,00	84,00			
	9603			86,80	86,80	86,80			
	9604			89,60	89,60	89,60			
	9605			92,40	92,40	92,40			
	9606			95,20	95,20	95,20			
	9607			96,60	96,60	96,60			
	9608		(7)	60,60	60,60	60,60			

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 39 (suite)	9609	— autres :	(¹)	90,15	90,15	90,15		
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres	(²)	69,00	69,00	69,00		
	9610	— autres						
		— Vins importés sous le nom de cépage Portugieser :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9611	— supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(¹)	80,51	80,51	80,51	15	7618
	9612	— supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(¹)	82,75	82,75	82,75	15	7618
	9613	— supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(¹)	84,99	84,99	84,99	15	7618
	9614	— supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(¹)	87,23	87,23	87,23	15	7618
		— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9615	— supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(¹)	59,36	59,36	59,36	15	7618
	9616	— supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(¹)	61,60	61,60	61,60	15	7618
	9617	— supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(¹)	63,84	63,84	63,84	15	7618
	9618	— supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(¹)	66,08	66,08	66,08	15	7618
		— Autres vins :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9619	— supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(¹)	80,51	80,51	80,51	15	7619
	9620	— supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(¹)	82,75	82,75	82,75	15	7619
9621	— supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(¹)	84,99	84,99	84,99	15	7619	
9622	— supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(¹)	87,23	87,23	87,23	15	7619	
	— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :							
9623	— supérieur à 13 % vol, mais n'excédant pas 13,5 % vol	(¹)	59,36	59,36	59,36	15	7619	
9624	— supérieur à 13,5 % vol, mais n'excédant pas 14 % vol	(¹)	61,60	61,60	61,60	15	7619	
9625	— supérieur à 14 % vol, mais n'excédant pas 14,5 % vol	(¹)	63,84	63,84	63,84	15	7619	
9626	— supérieur à 14,5 % vol, mais n'excédant pas 15 % vol	(¹)	66,08	66,08	66,08	15	7619	
	— Vins de liqueur de Porto, de Madère et moscatel de Setúbal au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :							
	— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres :							
9627	— ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre		—	—	—	90,15		
9628	— autres		—	—	—	96,35		
2204 29 41								

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 41 (suite)	9629	— autres :				69,00		
	9630	— ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre				75,20		
2204 29 45		— autres :						
		— Vins de Tokay (Aszu et Szamorodni) :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9631	— supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(1)			85,65		
	9632	— supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(1)			87,77		
	9633	— supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(1)			89,89		
	9634	— supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(1)			92,00		
	9635	— supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(1)			94,12		
	9636	— supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(1)			96,23		
		— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9637	— supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(1)			64,51		
9638	— supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(1)			66,62			
9639	— supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(1)			68,74			
9640	— supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(1)			70,85			
9641	— supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(1)			72,97			
9642	— supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(1)			75,08			
2204 29 49		— Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
		— destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204						
		— autres :						
	9643	— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres :	(2)	64,80	64,80	64,80		
	9644	— ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre				90,15		
	9645	— autres :	(2)	96,35	96,35	96,35		
	9646	— ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ainsi qu'une teneur en extrait sec total supérieure à 130 g, mais n'excédant pas 330 g par litre				69,00		
	9647	— autres :	(2)	75,20	75,20	75,20		

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 49 (suite)	9648	- Vins vinés, au sens de la note complémentaire 4 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis de 18 % vol : - Vins blancs :	(¹)	46,98	46,98	46,98		
	9649	- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)	85,66	85,66	85,66		
	9650	- - - supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	87,77	87,77	87,77		
	9651	- - - supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	89,89	89,89	89,89		
	9652	- - - supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	92,00	92,00	92,00		
	9653	- - - supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	94,12	94,12	94,12		
	9654	- - - supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	96,23	96,23	96,23		
	9655	- - - supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)					
	9656	- autres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)	64,51	64,51	64,51		
	9657	- - - supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	66,62	66,62	66,62		
	9658	- - - supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	68,74	68,74	68,74		
	9659	- - - supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	70,85	70,85	70,85		
	9660	- - - supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	72,97	72,97	72,97		
		- - - supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	75,08	75,08	75,08		
		- - - supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)					
		- Autres vins :						
	9661	- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)	89,47	89,47	89,47		
	9662	- - - supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	91,71	91,71	91,71		
	9663	- - - supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	93,95	93,95	93,95		
	9664	- - - supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	96,19	96,19	96,19		
	9665	- - - supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	98,43	98,43	98,43		
	9666	- - - supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	100,67	100,67	100,67		
	9667	- - - supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)					
	9668	- autres, ayant un titre alcoométrique acquis :	(¹)	68,32	68,32	68,32		
	9669	- - - supérieur à 15 % vol, mais n'excédant pas 15,5 % vol	(¹)	70,56	70,56	70,56		
	9670	- - - supérieur à 15,5 % vol, mais n'excédant pas 16 % vol	(¹)	72,80	72,80	72,80		
	9671	- - - supérieur à 16 % vol, mais n'excédant pas 16,5 % vol	(¹)	75,04	75,04	75,04		
	9672	- - - supérieur à 16,5 % vol, mais n'excédant pas 17 % vol	(¹)	77,28	77,28	77,28		
		- - - supérieur à 17 % vol, mais n'excédant pas 17,5 % vol	(¹)	79,52	79,52	79,52		
		- - - supérieur à 17,5 % vol, mais n'excédant pas 18 % vol	(¹)					

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 51		- Vins de liqueur de Porto, de Madère et muscatel de Setúbal au sens de la définition figurant dans la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9673	- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres				113,15		
	9674	- autres				92,00		
2204 29 55		- Vins de Tokay (Aszu et Szamorodni) :						
		- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9675	- supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(1)			98,35		
	9676	- supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(1)			100,46		
	9677	- supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(1)			102,58		
	9678	- supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(1)			104,69		
	9679	- supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(1)			106,81		
	9680	- supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(1)			108,92		
	9681	- supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(1)			111,04		
	9682	- supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(1)			113,15		
	- autres, ayant un titre alcoométrique acquis :							
9683	- supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(1)			77,20			
9684	- supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(1)			79,31			
9685	- supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(1)			81,43			
9686	- supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(1)			83,54			
9687	- supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(1)			85,66			
9688	- supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(1)			87,77			
9689	- supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(1)			89,89			
9690	- supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(1)			92,00			
2204 29 59		- Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9691	- destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204	(2)	78,40	78,40			
	9692	- autres :						
	- en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres	(2)	113,15	113,15				
9693	- autres	(2)	92,00	92,00				

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hi)	DZ, MA, TN, YU (écus/hi)	Autres pays (écus/hi)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 59 (suite)								
		— Vins vinés, au sens de la note complémentaire 4 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9694	— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(¹)	47,63	47,63	47,63		
	9695	— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(¹)	48,94	48,94	48,94		
	9696	— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(¹)	50,24	50,24	50,24		
	9697	— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(¹)	51,55	51,55	51,55		
	9698	— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(¹)	52,85	52,85	52,85		
	9699	— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(¹)	54,16	54,16	54,16		
	9700	— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(¹)	55,46	55,46	55,46		
	9701	— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(¹)	56,77	56,77	56,77		
		— Vins blancs :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9702	— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(¹)	98,35	98,35	98,35		
	9703	— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(¹)	100,46	100,46	100,46		
	9704	— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(¹)	102,58	102,58	102,58		
	9705	— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(¹)	104,69	104,69	104,69		
	9706	— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(¹)	106,81	106,81	106,81		
	9707	— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(¹)	108,92	108,92	108,92		
	9708	— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(¹)	111,04	111,04	111,04		
	9709	— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(¹)	113,15	113,15	113,15		
		— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9710	— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(¹)	77,20	77,20	77,20		
	9711	— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(¹)	79,31	79,31	79,31		
	9712	— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(¹)	81,43	81,43	81,43		
	9713	— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(¹)	83,54	83,54	83,54		
	9714	— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(¹)	85,66	85,66	85,66		
	9715	— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(¹)	87,77	87,77	87,77		
	9716	— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(¹)	89,89	89,89	89,89		
	9717	— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(¹)	92,00	92,00	92,00		

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 29 59 (suite)		— Autres vins :						
		— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9718	— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(1) (2)	102,91	102,91	102,91		
	9719	— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(1) (2)	105,15	105,15	105,15		
	9720	— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(1) (2)	107,39	107,39	107,39		
	9721	— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(1) (2)	109,63	109,63	109,63		
	9722	— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(1) (2)	111,87	111,87	111,87		
	9723	— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(1) (2)	114,11	114,11	114,11		
	9724	— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(1) (2)	116,35	116,35	116,35		
	9725	— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(1) (2)	118,59	118,59	118,59		
		— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9726	— supérieur à 18 % vol, mais n'excédant pas 18,5 % vol	(1) (2)	81,76	81,76	81,76		
	9727	— supérieur à 18,5 % vol, mais n'excédant pas 19 % vol	(1) (2)	84,00	84,00	84,00		
	9728	— supérieur à 19 % vol, mais n'excédant pas 19,5 % vol	(1) (2)	86,24	86,24	86,24		
	9729	— supérieur à 19,5 % vol, mais n'excédant pas 20 % vol	(1) (2)	88,48	88,48	88,48		
	9730	— supérieur à 20 % vol, mais n'excédant pas 20,5 % vol	(1) (2)	90,72	90,72	90,72		
	9731	— supérieur à 20,5 % vol, mais n'excédant pas 21 % vol	(1) (2)	92,96	92,96	92,96		
	9732	— supérieur à 21 % vol, mais n'excédant pas 21,5 % vol	(1) (2)	95,20	95,20	95,20		
	9733	— supérieur à 21,5 % vol, mais n'excédant pas 22 % vol	(1) (2)	97,44	97,44	97,44		
2204 29 90		— Vins de liqueur au sens de la note complémentaire 4 point c) du chapitre 22 de la nomenclature combinée :						
	9734	— destinés à être transformés en produits ne relevant pas de la position 2204		86,70	86,70	86,70		
		— autres :						
	9735	— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres :		120,45	120,45	120,45		
	9736	— autres		99,30	99,30	99,30		
		— Vins vinés, au sens de la note complémentaire 4 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ayant un titre alcoométrique acquis :						
	9737	— supérieur à 22 % vol, mais n'excédant pas 22,5 % vol		58,07	58,07	58,07		
	9738	— supérieur à 22,5 % vol, mais n'excédant pas 23 % vol		59,38	59,38	59,38		
	9739	— supérieur à 23 % vol, mais n'excédant pas 23,5 % vol		60,68	60,68	60,68		
	9740	— supérieur à 23,5 % vol, mais n'excédant pas 24 % vol		61,99	61,99	61,99		

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe I, partie 6		
							Tableau	Code additionnel	
2204 29 90 (suite)		<p>— Vins blancs :</p> <p>— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 22 % vol, mais n'excédant pas 22,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 22,5 % vol, mais n'excédant pas 23 % vol</p> <p>— — supérieur à 23 % vol, mais n'excédant pas 23,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 23,5 % vol, mais n'excédant pas 24 % vol</p> <p>— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 22 % vol, mais n'excédant pas 22,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 22,5 % vol, mais n'excédant pas 23 % vol</p> <p>— — supérieur à 23 % vol, mais n'excédant pas 23,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 23,5 % vol, mais n'excédant pas 24 % vol</p> <p>— Autres vins :</p> <p>— en récipients d'une contenance excédant 2 litres, mais n'excédant pas 20 litres, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 22 % vol, mais n'excédant pas 22,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 22,5 % vol, mais n'excédant pas 23 % vol</p> <p>— — supérieur à 23 % vol, mais n'excédant pas 23,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 23,5 % vol, mais n'excédant pas 24 % vol</p> <p>— autres, ayant un titre alcoométrique acquis :</p> <p>— — supérieur à 22 % vol, mais n'excédant pas 22,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 22,5 % vol, mais n'excédant pas 23 % vol</p> <p>— — supérieur à 23 % vol, mais n'excédant pas 23,5 % vol</p> <p>— — supérieur à 23,5 % vol, mais n'excédant pas 24 % vol</p> <p>— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids :</p> <p>— — blancs :</p> <p>— — par % vol d'alcool en puissance</p> <p>— autres :</p> <p>— — par % vol d'alcool en puissance</p> <p>— d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids :</p> <p>— — blancs :</p> <p>— — par % vol d'alcool en puissance</p> <p>— autres :</p> <p>— — par % vol d'alcool en puissance</p>							
	9741		(¹)	115,27	115,27	115,27			
	9742		(¹)	117,38	117,38	117,38			
	9743		(¹)	119,50	119,50	119,50			
	9744		(¹)	121,61	121,61	121,61			
	9745		(¹)	94,12	94,12	94,12			
	9746		(¹)	96,23	96,23	96,23			
	9747		(¹)	98,35	98,35	98,35			
	9748		(¹)	100,46	100,46	100,46			
	9749		(¹)	120,83	120,83	120,83			
	9750		(¹)	123,07	123,07	123,07			
	9751		(¹)	125,31	125,31	125,31			
	9752		(¹)	127,55	127,55	127,55			
	9753		(¹)	99,68	99,68	99,68			
	9754		(¹)	101,92	101,92	101,92			
	9755		(¹)	104,16	104,16	104,16			
	9756		(¹)	106,40	106,40	106,40			
2204 30 91									
	9757			3,84	3,84	3,84			
	9758			4,07	4,07	4,07			
	9759			3,84	3,84	3,84			
	9760			4,07	4,07	4,07			

Code NC	Code additionnel	Désignation des marchandises	Note	CY (écus/hl)	DZ, MA, TN, YU (écus/hl)	Autres pays (écus/hl)	Règlement MCM, annexe 1, partie 6	
							Tableau	Code additionnel
2204 30 99		— d'une teneur en sucres d'addition n'excédant pas 30 % en poids : — blancs : — — par % vol d'alcool en puissance — — autres : — — par % vol d'alcool en puissance — d'une teneur en sucres d'addition excédant 30 % en poids : — blancs : — — par % vol d'alcool en puissance — — autres : — — par % vol d'alcool en puissance		3,84 4,07 3,84 4,07	3,84 4,07 3,84 4,07	3,84 4,07 3,84 4,07		

(1) Le prix de référence est augmenté de 1 écu par % vol de titre alcoométrique acquis par hectolitre lorsqu'il s'agit de vins importés dans le département d'outre-mer de la Réunion.

(2) Si la teneur en extrait sec total d'un produit dépasse les limites indiquées dans la note complémentaire 3 point b) du chapitre 22 de la nomenclature combinée, ce produit est à classer dans la catégorie supérieure de la nomenclature combinée, le prix de référence à appliquer étant celui du nouveau code. Au cas où ce nouveau code NC comporte plusieurs codes additionnels, le premier d'entre eux est applicable.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3745/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989
modifiant le règlement (CEE) n° 2220/85 fixant les modalités communes
d'application du régime des garanties pour les produits agricoles

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1491/85 du Conseil, du 23 mai 1985, prévoyant des mesures spéciales pour les graines de soja ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2217/88 ⁽²⁾, et notamment son article 2 paragraphe 8,

considérant que l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2220/85 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1181/87 ⁽⁴⁾, se réfère aux règlements agricoles communautaires exigeant le dépôt d'une garantie pour assurer qu'un montant sera payé si une obligation déterminée n'est pas remplie ;

considérant que ni le règlement (CEE) n° 1491/85 du Conseil ni le règlement (CEE) n° 2194/85 du Conseil, du 25 juillet 1985, arrêtant les règles générales relatives aux mesures spéciales pour les graines de soja ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1231/89 ⁽⁶⁾, tout en introduisant un régime de garantie, ne sont mentionnés à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2220/85 ; que, de ce fait, afin de permettre une interprétation uniforme englo-

bant également le régime susmentionné, il convient de compléter en conséquence le règlement (CEE) n° 2220/85 ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis de tous les comités de gestion concernés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Dans le règlement (CEE) n° 2220/85, il est ajouté, à l'article 1^{er}, le point g) ci-après :

•g) règlement (CEE) n° 1491/85 (graines de soja) ^(*).

(*) JO n° L 151 du 10. 6. 1985, p. 15. »

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 151 du 10. 6. 1985, p. 15.

⁽²⁾ JO n° L 197 du 26. 7. 1988, p. 11.

⁽³⁾ JO n° L 205 du 3. 8. 1985, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 113 du 30. 4. 1987, p. 31.

⁽⁵⁾ JO n° L 204 du 2. 8. 1985, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 24.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3746/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

concernant les garanties relatives aux certificats d'exportation délivrés au titre du règlement (CEE) n° 3230/88 pour les produits du secteur de la viande bovine bénéficiant d'un traitement spécial à l'importation dans un pays tiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2931/79 du Conseil, du 20 décembre 1979, relatif à une assistance à l'exportation de produits agricoles susceptibles de bénéficier d'un traitement spécial à l'importation dans un pays tiers⁽¹⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 571/89⁽³⁾,

considérant que le règlement (CEE) n° 2377/80 de la Commission, du 4 septembre 1980, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3182/88⁽⁵⁾, détermine en ses articles 14 et 15 les modalités relatives aux certificats d'exportation pour les produits visés à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2973/79 de la Commission⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3434/87⁽⁷⁾;

considérant que le règlement (CEE) n° 3230/88 de la Commission⁽⁸⁾ a fixé les quantités de viandes pouvant être exportées dans le cadre dudit régime au titre du quatrième trimestre de 1988;

considérant que l'article 6 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 2377/80 prévoit que la garantie relative au certi-

ficat d'exportation concerné n'est libérée que sur présentation de la preuve de l'arrivée à destination; que les divergences entre la Communauté et les États-unis d'Amérique sur certaines mesures vétérinaires touchant le secteur de la viande bovine ont entraîné une modification substantielle des conditions commerciales et que, de ce fait, des exportations envisagées sur la base des certificats délivrés conformément au règlement précité n'ont pu être réalisées; que, par conséquent, il est approprié de prévoir la libération de la garantie constituée en vue de l'obtention desdits certificats;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Par dérogation à l'article 6 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 2377/80, les garanties relatives aux certificats d'exportation délivrés en application du règlement (CEE) n° 3230/88 sont libérées sur demande des intéressés.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

(1) JO n° L 334 du 28. 12. 1979, p. 8.
 (2) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.
 (3) JO n° L 61 du 4. 3. 1989, p. 43.
 (4) JO n° L 241 du 13. 9. 1980, p. 5.
 (5) JO n° L 283 du 18. 10. 1988, p. 13.
 (6) JO n° L 336 du 29. 12. 1979, p. 44.
 (7) JO n° L 327 du 18. 11. 1987, p. 7.
 (8) JO n° L 288 du 21. 10. 1988, p. 21.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3747/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989

**dérogant au règlement (CEE) n° 3061/84 en ce qui concerne le délai pour la
présentation des demandes d'aide à la production d'huile d'olive au titre de la
campagne de commercialisation 1988/1989**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique euro-
péenne,

vu le règlement (CEE) n° 2261/84 du Conseil, du 17
juillet 1984, arrêtant les règles générales relatives à l'octroi
de l'aide à la production d'huile d'olive et aux organisa-
tions de producteurs⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par
le règlement (CEE) n° 1226/89⁽²⁾, et notamment son
article 19,

considérant que, aux termes des dispositions de l'article 5
paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3061/84 de la
Commission⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement
(CEE) n° 98/89⁽⁴⁾, les organisations de producteurs ou, le
cas échéant, leurs unions déposent les demandes d'aide
des oléiculteurs associés au plus tard le 31 octobre de
chaque campagne ;

considérant que, pour la campagne 1988/1989, des
problèmes administratifs ont amené un retard dans la
fixation des rendements en olives et en huile ; que, dès
lors, il y a lieu de prévoir le report de la date à laquelle les

demandes d'aide doivent être présentées au plus tard par
les organisations de producteurs ou leurs unions ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement
sont conformes à l'avis du comité de gestion des matières
grasses,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Pour la campagne 1988/1989, par dérogation à l'article 5
paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3061/84, les organi-
sations de producteurs ou, le cas échéant, leurs unions
présentent les demandes d'aide au plus tard le 15
décembre 1989.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publi-
cation au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans
tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 208 du 3. 8. 1984, p. 3.

⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 17.

⁽³⁾ JO n° L 288 du 1. 11. 1984, p. 52.

⁽⁴⁾ JO n° L 14 du 18. 1. 1989, p. 14.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3748/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

modifiant le règlement (CEE) n° 381/89 relatif à la poursuite des actions de promotion et de publicité dans le secteur du lait et des produits laitiers visées au règlement (CEE) n° 723/78

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1079/77 du Conseil, du 17 mai 1977, relatif à un prélèvement de corresponsabilité et à des mesures destinées à élargir les marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1113/89 ⁽²⁾, et notamment son article 4,

considérant que l'article 5 paragraphe 3 *bis* du règlement (CEE) n° 381/89 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2261/89 ⁽⁴⁾, prévoit que la Commission, en ce qui concerne l'action relative à la mise en œuvre d'une enquête de marché pour vérifier l'efficacité des actions de promotion et de publicité, établit la liste des propositions retenues pour un financement avant le 1^{er} décembre 1989 ; que la décision de la Commission sur la liste doit être prise après l'examen des résultats des actions financées en 1988 ; qu'il y a lieu, compte tenu du délai nécessaire pour l'examen de ces résultats, de reporter de deux mois la date du 1^{er} décembre 1989 et, par consé-

quent, de reporter de la même période la date limite pour la conclusion éventuelle des contrats ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 5^o paragraphe 3 *bis* du règlement (CEE) n° 381/89, la date du 1^{er} décembre 1989 est remplacée par celle du 1^{er} février 1990 et la date du 1^{er} janvier 1990 par celle du 1^{er} mars 1990.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 131 du 26. 5. 1977, p. 6.
⁽²⁾ JO n° L 118 du 29. 4. 1989, p. 5.
⁽³⁾ JO n° L 44 du 16. 2. 1989, p. 24.
⁽⁴⁾ JO n° L 216 du 27. 7. 1989, p. 48.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3749/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989
modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 deuxième alinéa,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut ont été fixées par le règlement (CEE) n° 3660/89 de la Commission ⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 3660/89 aux données dont la

Commission a connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 1785/81, en l'état et non dénaturés, fixées à l'annexe du règlement (CEE) n° 3660/89, sont modifiées conformément aux montants repris à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 358 du 8. 12. 1989, p. 8.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 décembre 1989, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

(en écus)

Code produit	Montant de la restitution	
	par 100 kg	par 1 % de teneur en saccharose et par 100 kg net du produit en cause
1701 11 90 100	26,14 ⁽¹⁾	
1701 11 90 910	25,17 ⁽¹⁾	
1701 11 90 950	⁽²⁾	
1701 12 90 100	26,14 ⁽¹⁾	
1701 12 90 910	25,17 ⁽¹⁾	
1701 12 90 950	⁽²⁾	
1701 91 00 000		0,2842
1701 99 10 100	28,42	
1701 99 10 910	29,42	
1701 99 10 950	29,42	
1701 99 90 100		0,2842

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant de la restitution applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68.

⁽²⁾ Fixation suspendue par le règlement (CEE) n° 2689/85 de la Commission (JO n° L 255 du 26. 9. 1985, p. 12), modifié par le règlement (CEE) n° 3251/85 (JO n° L 309 du 21. 11. 1985, p. 14).

RÈGLEMENT (CEE) N° 3750/89 DE LA COMMISSION

du 13 décembre 1989

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1920/89 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3720/89 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1920/89 aux

données dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation visés à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 sont, pour le sucre brut de la qualité type et le sucre blanc, fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 13.

⁽⁴⁾ JO n° L 363 du 13. 12. 1989, p. 24.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 décembre 1989, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en écus/100 kg)

Code NC	Montant du prélèvement
1701 11 10	29,95 ⁽¹⁾
1701 11 90	29,95 ⁽¹⁾
1701 12 10	29,95 ⁽¹⁾
1701 12 90	29,95 ⁽¹⁾
1701 91 00	36,34
1701 99 10	36,34
1701 99 90	36,34 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut importé s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 837/68 de la Commission (JO n° L 151 du 30. 6. 1968, p. 42).

⁽²⁾ Le présent montant, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1785/81, est également applicable aux sucres obtenus à partir du sucre blanc et du sucre brut additionnés de substances autres que les aromatisants ou les colorants.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3751/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989
fixant le prélèvement à l'importation pour la mélasse

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,

considérant que le prélèvement applicable à l'importation de mélasse a été fixé par le règlement (CEE) n° 1898/89 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3653/89 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1898/89 aux données dont la Commission dispose actuellement

conduit à modifier le prélèvement actuellement en vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le prélèvement à l'importation visé à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 modifié, est fixé, pour la mélasse, même décolorée, des codes NC 1703 10 00 et 1703 90 00, à 0,50 écu par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 184 du 30. 6. 1989, p. 10.

⁽⁴⁾ JO n° L 357 du 7. 12. 1989, p. 16.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3752/89 DE LA COMMISSION
du 13 décembre 1989

fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-troisième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 999/89

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 premier alinéa point b),

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 999/89 de la Commission, du 17 avril 1989, concernant une adjudication permanente pour la détermination de prélèvements et/ou de restitutions à l'exportation de sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1381/89 ⁽⁴⁾; il est procédé à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre;

considérant que, selon les dispositions de l'article 9 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 999/89, un montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en cause en tenant

compte notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la Communauté et sur le marché mondial;

considérant que, après examen des offres, il convient d'arrêter pour la trente-troisième adjudication partielle les dispositions visées à l'article 1^{er};

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la trente-troisième adjudication partielle de sucre blanc, effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 999/89, le montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé à 32,079 écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 décembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 107 du 19. 4. 1989, p. 6.

⁽⁴⁾ JO n° L 139 du 23. 5. 1989, p. 5.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 27 novembre 1989

relative à une participation financière de la Communauté aux dépenses consentis par les États membres pour assurer le respect du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche

(89/631/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant que la politique commune de la pêche, garante de la pérennité des ressources halieutiques et donc de l'emploi dans cette activité économique, ne peut atteindre ses objectifs sans un respect absolu de ses règles et donc sans un contrôle efficace ;

considérant que, en assurant le respect des règles de conservation et de contrôle de la politique commune de la pêche dans leur zone de pêche et sur leur territoire, les États membres s'acquittent d'une obligation d'intérêt communautaire ;

considérant que, pour certains États membres, l'importance de la tâche de contrôle est démesurée par rapport à leur capacité budgétaire ou à leur prospérité relative et peut, dans certains cas, leur imposer une charge disproportionnée ;

considérant qu'il convient par conséquent de prévoir une participation de la Communauté à certaines dépenses de contrôle consenties par certains de ces États membres ;

considérant que la participation communautaire totale devrait rester à l'intérieur d'une enveloppe budgétaire de

22 millions d'écus par an pour une période initiale de cinq ans et que les moyens financiers correspondants feront l'objet d'inscriptions de crédits annuels au budget général des Communautés européennes ;

considérant que toute participation doit être subordonnée à la réalisation, par les États membres bénéficiaires, d'un niveau satisfaisant d'efficacité du contrôle exercé, tant en mer qu'à terre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

1. Aux conditions énoncées dans l'annexe, la Communauté participe au financement des dépenses supportées par les États membres pour assurer le respect des règles de conservation et de gestion des ressources de pêche de la Communauté.

Dans l'attente de l'adoption de règles communautaires de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables dans les eaux de la Méditerranée, la Communauté, à titre conservatoire jusqu'au 31 décembre 1991, participe dans les mêmes conditions que celles énoncées dans la présente décision au financement des dépenses supportées par les États membres concernés pour assurer le respect des règles applicables. Les États membres qui souhaitent bénéficier de cette participation notifient lesdites règles à la Commission et en justifient le bien-fondé.

2. La participation de la Communauté se rapporte aux dépenses éligibles consenties par les États membres entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 1995.

⁽¹⁾ JO n° C 152 du 20. 6. 1989, p. 5.

⁽²⁾ JO n° C 120 du 16. 5. 1989, p. 235.

⁽³⁾ JO n° C 139 du 5. 6. 1989, p. 36.

3. Elle sera, par État membre et par année, au minimum de 35 % et au maximum de 50 % du montant des dépenses éligibles.

4. La Communauté peut accorder des avances atteignant jusqu'à 50 % de sa participation.

5. Le Conseil, statuant selon la procédure prévue à l'article 43 du traité et sur la base d'un rapport de la Commission relatif à l'application de la présente décision, décide, avant le 30 juin 1995, des dispositions pour une participation communautaire qui pourraient s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 1996.

Article 2

1. Les États membres souhaitant bénéficier d'une participation communautaire au financement de leurs dépenses adressent à la Commission, pour la première fois avant le 30 juin 1990 et par la suite avant le 30 juin de chaque année, un programme comportant les informations précisées au paragraphe 2 de l'annexe.

2. La Commission décide, pour la première fois avant le 31 décembre 1990 et par la suite avant le 31 décembre de chaque année, conformément à la procédure définie à l'article 14 du règlement (CEE) n° 170/83 du Conseil, du

25 janvier 1989, instituant un régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche⁽¹⁾, modifié par l'acte d'adhésion de 1985, de la participation de la Communauté, de l'éligibilité des dépenses prévues et des conditions dont la participation pourrait être assortie.

3. La Commission tient, avant le 31 mars de l'année suivant sa décision, le Parlement et le Conseil informés des actions réalisées en vertu de la présente décision ainsi que des améliorations constatées dans la mise en œuvre des contrôles des pêches effectués par les États membres.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 1989.

Par le Conseil

Le président

J. MELLICK

⁽¹⁾ JO n° L 24 du 27. 1. 1983, p. 1.

ANNEXE

1. Les dépenses éligibles des États membres peuvent se rapporter à l'acquisition ou la modernisation :
 - de navires, d'aéronefs et de véhicules terrestres utilisés pour assurer la surveillance et le contrôle des activités de pêche, ainsi qu'à leurs équipements,
 - de systèmes de repérage et d'enregistrement des activités de pêche (y compris les équipements aménagés à bord des bateaux de pêche),
 - de systèmes (y compris ceux implantés à terre) d'enregistrement et de communications des données de capture et d'autres informations utiles.
2. Le programme mentionné à l'article 2 paragraphe 1 énumère les dépenses visées au point 1 et prévues pour les années suivantes. Il précise notamment :
 - les caractéristiques techniques des équipements, leur coût et le mode de paiement envisagé,
 - le calendrier des dépenses prévues,
 - l'utilisation prévue des équipements, y compris leur date d'entrée en service,
 - dans les cas des navires ou aéronefs et des équipements installés à leur bord, le programme des opérations de surveillance et de contrôle prévu pour ces navires ou aéronefs.

Les États membres dressent un état précis et actuel de l'organisation, du déroulement, des problèmes et des résultats des activités exercées dans le domaine du contrôle en mer et à terre, en indiquant comment les dépenses prévues devraient en améliorer l'efficacité.

À cette fin, les États membres fixent des objectifs précis établis en fonction de leurs propres priorités.

3. La Commission apprécie les demandes des différents États membres par rapport notamment aux critères suivants :
 - dans le cas des dépenses consacrées à l'acquisition de navires, d'aéronefs ou de véhicules terrestres, le temps pendant lequel ceux-ci seront affectés au contrôle des pêches,
 - l'importance relative et approximative des charges de contrôle incombant à l'État membre à terre et en mer, compte tenu notamment de l'intensité de la pêche opérée dans sa zone de pêche, de l'étendue de ladite zone, du nombre et du volume des débarquements effectués dans ses ports, de la longueur de son littoral, du nombre de ses ports de pêche et de la distribution géographique des activités de sa flotte,
 - l'utilisation par un État membre de la participation financière qui lui aurait été accordée, au titre de la présente décision, au cours d'une année antérieure,
 - l'amélioration de l'efficacité des contrôles des pêches assurés en mer et à terre par l'État membre en question, au cours de la période précédant la demande, et l'amélioration qui devrait résulter de la dépense prévue.
4. Dans l'évaluation de l'efficacité des contrôles opérés par un État membre, la Commission tient compte en particulier des éléments suivants :
 - la prévention, la détection et la poursuite des infractions aux règles de conservation et de contrôle,
 - la présence dans la législation nationale et l'application dans les faits de sanctions proportionnelles à la gravité des infractions et décourageant efficacement des infractions ultérieures de même nature,
 - la fiabilité des chiffres de capture communiqués par cet État membre à la Commission et son aptitude à empêcher le dépassement de ses quotas,
 - l'importance et l'efficacité des ressources humaines et matérielles que cet État membre affecte au contrôle des pêches,
 - la diversité des activités de pêche exercées dans la zone de pêche dudit État,
 - le degré de coopération assuré dans le contrôle des pêches entre cet État membre, les autres États membres et la Commission,
 - le cas échéant, la contribution de cet État membre au contrôle des pêches dans les zones relevant de conventions internationales auxquelles la Communauté est partie contractante, l'importance et l'efficacité de ce contrôle.

5. Les États membres soumettent leurs demandes de remboursement avant le 30 avril de l'année suivant celle au cours de laquelle les dépenses ont été supportées.

Le remboursement des dépenses et le versement d'avances ne sont effectués que dans la mesure où les dispositions des directives portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux et de fournitures ont été respectées, en ce sens que les certificats de paiement doivent faire référence aux avis de passation des marchés publics, publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*. En cas de non-publication des avis au *Journal officiel des Communautés européennes*, le bénéficiaire certifie que les marchés publics ont été passés dans le respect de la législation communautaire.

La Commission peut demander toute information qu'elle estime nécessaire pour juger du respect de la législation communautaire en matière de marchés publics.

6. Les États membres fournissent à la Commission tous les renseignements que celle-ci pourrait leur demander dans l'exécution des tâches que lui assigne la présente décision.

Si la Commission estime que les moyens de surveillance et de contrôle partiellement financés par la Communauté en vertu de la présente décision ne sont pas utilisés aux fins prévues et conformément aux conditions qui y sont définies, elle en informe l'État membre intéressé. Celui-ci procède alors à une enquête administrative à laquelle des fonctionnaires de la Commission peuvent participer. L'État membre considéré informe la Commission de l'évolution et des résultats de cette enquête et lui remet copie du rapport établi à cet égard, en lui communiquant les principaux éléments retenus dans l'élaboration de ce rapport.

La Commission peut procéder à des vérifications afin de s'assurer de l'accomplissement des tâches que la présente décision impose aux États membres, lesquels assistent les fonctionnaires désignés à cet effet par la Commission.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent sans préjudice de celles de l'article 12 du règlement (CEE) n° 2241/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, établissant certaines mesures de contrôle à l'égard des activités de pêche⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 3483/88⁽²⁾.

⁽¹⁾ JO n° L 207 du 29. 7. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 306 du 11. 11. 1988, p. 2.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19 juillet 1989

relative aux mesures d'urgence dans le secteur de la pêche prises par les *Länder* de Basse-Saxe, de Brême et de Hambourg

(AIDE D'ÉTAT/ALLEMAGNE)

(Article 93 paragraphe 2 du traité CEE)

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(89/632/CEE)

Par lettre n° SG (88) D/ 13728 du 25 novembre 1988, votre gouvernement a été informé de la décision de la Commission d'ouvrir la procédure d'examen de l'article 93 paragraphe 2 du traité CEE à l'égard des aides octroyées par une série de mesures des *Länder* de Brême, Basse-Saxe et de Hambourg, prises à la suite d'une chute importante de la consommation des produits de la pêche en Allemagne pendant le deuxième semestre de 1987 qui avait été déclenchée par une émission télévisée.

Par lettre du 3 avril 1989, les autorités allemandes ont fait connaître à la Commission leur point de vue selon lequel les mesures en objet n'auraient pas affecté les échanges intracommunautaires et ne menaceraient pas de fausser la concurrence; elles pourraient en outre être considérées comme compatibles avec le marché commun conformément à l'article 92 paragraphe 2 point b) du traité CEE. La Commission n'aurait pas respecté le délai pour présenter ses observations à l'égard des aides octroyées par la *Land* de Hambourg.

Par lettres des 1^{er}, 3 et 9 février 1989, un État membre et quatre intéressés ont fait parvenir leurs observations à la Commission au sujet des mesures en objet.

I

Toutes les mesures en objet ayant été adoptées par les *Länder* sans prévoir une disposition explicite soumettant l'octroi des aides à une décision préalable de la part de la Commission dans le cadre de l'article 93 du traité CEE, elle regrette vivement le manquement des autorités concernées aux obligations qui leur incombent en vertu de l'article 93 paragraphe 3 du traité CEE et elle se

réserve de prendre toute disposition permettant d'assurer le respect de ces règles.

II

Après avoir examiné sur la base d'informations plus complètes en détail les aides octroyées dans le cadre des mesures en objet et compte tenu de leur caractère limitatif dans le temps et dans les montants en relation avec les conséquences de la chute extraordinaire de la consommation des produits de la pêche en Allemagne qui a mis en péril la situation financière des entreprises de transformation et de commercialisation des produits de la pêche et vu l'importance de la concentration de la localisation de ces entreprises dans les *Länder* précités par rapport à l'ensemble des quantités des produits de la pêche commercialisées sur le marché allemand y compris les quantités en provenance des autres États membres, la Commission estime que ces aides n'ont pas altéré les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun et peuvent bénéficier de l'application de l'article 92 paragraphe 3 point c) du traité CEE.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous informer que la Commission a décidé de clore la procédure de l'article 93 paragraphe 2 du traité CEE engagée à l'égard des aides octroyées dans le cadre des mesures en objet.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1989.

Par la Commission

Jean DONDELINGER

Membre de la Commission